

Everard, de Besançon

Petit guide de la liberté

« Ce qui est présenté ici correspond à ma
représentation de l'existence. Je suis l'esprit qui
s'exprime à travers moi. »

*Everard, de Besançon,
né dans la famille Cordier.*

Everard, de Besançon (Everard Cordier)

Autres ouvrages :

« **L'enchantement du 144** » (2023).

De la science, de la spiritualité, une introduction originale à la représentation idéaliste, mais aussi le début d'une aventure de chevaliers. (La suite est prévue pour 2025.)

« **Petit guide de la liberté** » (2024).

L'essentiel à connaître sur les règles du jeu de la société et sur la souveraineté.

Illustration de couverture de « **Plandémonium, l'intégrale** » (2024) de Rémy, de France.

<https://sites.google.com/view/plandemonium>

À paraître (2024) :

« **Petit guide du réel** »

Les fondements de la représentation (mentale) du réel, le vrai et le faux, la réalité et la fiction, la nature des choses et des êtres.

« **Petit guide de l'esprit** »

L'essentiel sur l'esprit, sa nature et son fonctionnement, la perception et la conscience. Les clés pour développer de nouveaux états de conscience.

Des annexes de ce guide sont offertes sur le site :

www.royaumedepa.com

Ce petit guide a pour objectif de donner les clés essentielles pour **comprendre les règles du monde dans lequel nous vivons** et ne pas tomber dans ses pièges.

- ◆ **Des informations sur les droits**, avec les références.
- ◆ **Des conseils pratiques pour agir (et non-agir) face à l'autorité.**
- ◆ **Explications sur l'action de l'OPPT et sur la fraude du nom légal.**
- ◆ **Adopter une posture libre et souveraine : ne plus *penser en esclave*.**
- ◆ **Conseils d'analyse de l'information** : pour ne plus se perdre dans les multiples mensonges de l'illusion.
- ◆ **Des clés pour se connaître et pour se libérer** physiquement, mentalement, émotionnellement et spirituellement.
- ◆ **Les fondements d'une autre pensée**, une représentation mentale de l'existence non-inversée : **l'idéalisme et le paradigme de l'esprit souverain**. Pour une société qui privilégie la vie réelle plutôt que les fictions indéfinies.
- ◆ **Des documents fournis en annexe** : références légales, modèles de lettres pour les impôts, les banques, les contestations de SATD, les avis de courtoisie de l'OPPT et modèle de facturation, liens divers.
- ◆ **Les phrases qui sauvent** : pour ne plus consentir à la soumission forcée et à l'intimidation.

Table des matières

Avant propos.....	11
Introduction.....	16
Naître humain.....	17
La prévisible et inéluctable inversion.....	18
Esclave ou libre.....	19
Questions pour commencer.....	21
Le monde de LA MACHINE inhumaine.....	23
Le jeu de société.....	23
Les mots définissent les règles.....	25
Jargon juridique.....	26
La loi n'oblige pas.....	27
Qui possède le réel ?.....	28
Taxes ?.....	30
La France : un État de non droit.....	30
Légal ou légitime.....	34
L'argent ab nihilo.....	35
Le frauduleux système du gouvernement bancaire mondial	36
One People's Public Trust (OPPT).....	37
Remarques sur l'action de l'OPPT.....	38
La situation en bref.....	39
Conséquences de l'OPPT.....	40
Une situation impossible à croire ?.....	41
OPPT: Nous sommes libres légalement.....	42
La fraude du NOM légal : le vol de notre humanité.....	43
Être libre et souverain.....	45
Qu'est-ce que la souveraineté ?.....	45
La vie est souveraine.....	46
Quelles lois s'appliquent au vivant ?.....	47
La non obéissance.....	51
Le consentement à l'autorité extérieure.....	51

Souverain face à l'information : apprendre à éviter le piège du creuseur de mensonges.....	52
L'espoir du sauveur.....	55
Prière et loi d'attraction.....	55
L'esprit ordonne au réel.....	57
Le principe de la Machine.....	58
La représentation idéale.....	60
Les deux représentations de l'existence.....	60
L'inversion du réel.....	61
Pourquoi rejeter les dualismes ?.....	62
Le choix de l'idéalisme.....	63
Conséquences de l'idéalisme.....	65
Vers une société vivante.....	67
Remarques sur le réel et les règles.....	68
Ne plus nier le réel.....	69
L'essentiel à retenir.....	72
Que peut-on faire concrètement ?.....	75
Quelles règles utiliser ?.....	75
Faut-il sortir du système ?.....	75
Le problème des banques et de la monnaie.....	76
Reprendre ce qui doit être public.....	77
Qui ne dit mot consent.....	78
Se déclarer souverain.....	79
Produire ses propres documents authentiques.....	79
Condamner les criminels.....	80
Une société à taille humaine.....	80
Rencontres et coopération.....	81
Simplement agir librement.....	81
Que dois-je ou puis-je faire ?.....	82
Questions et remarques.....	83
Comment répondre à un courrier « officiel ».....	83
Ai-je le « droit » de faire sécession ?.....	84
Faut-il manifester dans la rue pour se libérer.....	84
La souveraineté ne se réclame pas.....	85

La propriété intellectuelle et les brevets.....	85
Quels mots utiliser ?.....	86
Ont-ils le droit de faire ceci ou cela ?.....	87
C'est à chacun de diriger sa vie.....	88
Avancer d'un pas à la fois.....	89
Compléments.....	90
La hiérarchie des normes.....	90
L'illégalité des impôts imposés.....	91
La saisie administrative.....	93
Les conseils pratiques.....	94
La liberté de se déplacer.....	94
L'usage des mots.....	94
L'agent n'est légal que dans un lieu public.....	94
Nul ne peut entrer chez vous.....	95
Ils ne s'adressent pas à vous.....	95
Vous êtes l'Autorité Suprême.....	95
Les phrases qui sauvent.....	96
Libérez-vous un peu plus chaque jour.....	97
Références et annexes.....	98
Liste des annexes (au moment de la parution).....	100

Avant propos

Il y a quelques années, à la mi-mars 2020, la moitié de la population mondiale a été condamnée à être assignée à résidence. Chacun devait s'autoriser lui-même à sortir en imprimant ou en recopiant un papier. Il était même devenu *interdit* de sortir prendre l'air la nuit, même dans un lieu désert.

Cela était-il justifié ? Chacun peut émettre son propre jugement sur ce fait et en débattre à grands coups d'arguments *scientifiques*, en essayant de démontrer que c'était légitime ou bénéfique. C'est un débat sans fin, absurde. Mais surtout, tout ceci était-il vraiment *légal* ? Jusqu'où exactement peuvent aller les *autorités* dans leurs décisions ? Quels sont les droits fondamentaux de l'être humain ? Qu'est-ce que l'être vivant conscient a le droit de faire (et d'être) réellement ?

Je ne suis pas un professionnel du droit. Je ne m'y étais même jamais vraiment intéressé avant cela. Mais, par la force des choses, en cherchant à préserver un minimum de liberté et d'authenticité dans ma vie, j'ai été obligé de m'y plonger. En 2021, j'ai quitté mon emploi d'ingénieur pour me consacrer à mes projets plus librement. Aux yeux du monde je suis alors devenu un élément gênant, parfois qualifié de parasite ou de fou. Pourtant je ne profite de rien : je ne bénéficie d'aucune aide, à laquelle j'aurais pourtant *droit*. En effet, contrairement à la croyance populaire, tout ce que vous pouvez toucher comme aide au cours de votre existence a été en réalité produit dans votre capital de naissance, que l'on ne vous a pas donné évidemment. Ce capital a été créé et reçu par *l'État* et ajouté à

notre dette collective. Cet argent sert un système financier et celui-ci est considéré comme au-dessus de l'être vivant.

Tous dans le même bateau qui coule

Imaginez que vous êtes sur un bateau en pleine mer et que vous remarquez qu'il y a un gros trou dans le fond de la coque, par lequel l'eau est en train d'entrer. Vous décidez alors d'alerter les autres sur ce grave défaut. Vous en parlez autour de vous, car il vous semble évident que le fait que le bateau coule est une problématique prioritaire. Vous avez alors la surprise de constater que cette évidence n'en est pas une pour les autres. Certains passagers veulent continuer de profiter de leur bain de soleil et sont davantage concernés par le prix du cocktail. Il y en a qui manifestent pour demander de changer l'inclinaison du mât et la hauteur du drapeau. Vous cherchez alors qui a vraiment le pouvoir de décision. Vous trouvez enfin le capitaine. Vous réalisez avec stupeur que ce n'est qu'un simple épouvantail avec une jolie casquette.

Vous continuez d'alerter sur le problème du bateau qui coule, mais aussi sur l'absurdité du fait qu'un épouvantail inerte soit l'élément décideur pour tous les êtres vivants et conscients. Ce pantin de paille a tout pouvoir de vie ou de mort sur vous ! Pire encore : vous voyez tous les autres se battre entre eux pour déterminer quel sera le prochain épouvantail à mettre dans la cabine et débattre de la couleur de la veste de tous les candidats.

Vous continuez d'observer des absurdités à tous niveaux. À la fin, vous passez votre temps à essayer d'expliquer qu'une fuite dans la coque est plus grave que la couleur de la casquette de

l'épouvantail capitaine et le prix de la salade de tomates. Tout le monde est occupé par des choses bien plus importantes que votre problème de fuite, qui n'intéresse personne. On se moque même de vos propos : « Allons, si ce que tu dis est vrai, ça se saurait ! » et on vous demande de ne pas « faire de vagues » (car ça pourrait éventuellement faire couler le bateau, allez savoir!).

Des institutions d'experts répètent en effet chaque jour que tout est sous contrôle (oui mais lequel et dans quel but?), qu'un trou dans la coque est parfaitement normal, que c'est pour le bien des passagers, et que de toute façon on le répare en secret, à grands coups de hache. De nombreuses publications scientifiques démontrent par ailleurs, qu'il n'y a pas de trou et on enferme dans la cale tous ceux qui osent affirmer le contraire, les dangereux dissidents politiques ou conspirationnistes qui perturbent l'ordre établi et la sérénité des autres passagers.

Voici l'image que j'ai maintenant de notre société, d'un point de vue juridique mais pas seulement : il en est de même pour la science, la médecine, la philosophie, l'éducation etc. Toute notre organisation et notre conception du réel sont bancales, ou plutôt complètement inversées. Les fondements sont définis de telle sorte que tout finit par servir l'objectif opposé à ce qui est prétendu. La médecine ne soigne pas, elle rend malade et elle traite. La science est un outil de la représentation erronée du matérialisme dualiste et on l'utilise pour propager la doctrine stérile et nauséabonde du scientisme, qui mène au transhumanisme forcé. La politique (au sens du système, car sinon tout acte est politique) n'a plus pour but que de favoriser

les favorisés et de créer de nouvelles situations conflictuelles, qui dégradent l'existence en faisant perdurer les problèmes existants.

Il n'y a pas d'entourloupe dans ce que je dis. La situation légale est indiscutable. Je ne vous demanderai certainement pas de me croire sur parole. S'il peut exister une vérité dans ce monde, une chose sur laquelle on devrait pouvoir se mettre d'accord, à part les mathématiques et la logique formelle, c'est bien sur les règles du jeu définies par les humains eux-mêmes, le système de lois, sa définition et sa cohérence. Si ce n'est pas le cas, tout le reste n'a aucun sens.

J'ai pris la décision de quitter le bateau. Quitte à me noyer, autant le faire en essayant de nager avant que le bateau soit complètement immergé. Mais une fois dans l'eau, j'ai senti des chaînes et des boulets accrochés à mes pieds. Les défenseurs du bateau, les seuls individus armés, ont commencé à me tirer dessus. J'ai essayé de vivre, tout simplement, et j'ai constaté que cela était impossible en pratique. Vivre librement est illégal... J'ai compris que j'étais un *esclave*, dont on n'a fait que modifier le nom en « citoyen ».

Cela vous paraît difficile à avaler ? Cela vous semble peut-être sans importance ? Préférez-vous vous préoccuper de défendre votre droit à la double ration de haricots du dimanche, dont on raconte que vos ancêtres se sont battus et sont morts pour l'obtenir ?

Vous pensez que j'exagère ? Au contraire, la réalité est encore plus incroyable que cela. Elle est véritablement inconcevable pour la majorité, car même la façon de penser et le langage font

partie de l'entourloupe. Non seulement le bateau n'existe pas, mais en plus derrière le capitaine épouvantail se dissimulent des puissances et des intérêts qui n'ont rien à voir avec l'objectif prétendu, qui est de faire flotter et avancer le bateau vers un lieu prospère. Ces forces contrôlent la mer et les courants, le vent et les vagues. Elles se fichent bien de résoudre le problème du trou du bateau, puisque celui-ci a été construit pour nourrir les requins. Mais n'allons pas trop vite. Tout ceci sera abordé dans d'autres petits guides parlant du réel et de la perception.

Pour le comprendre il faut d'abord ouvrir les yeux sur ce qui est prétendu, creuser dans les innombrables mensonges et contre-vérités. Sans se perdre dedans, car aucun mensonge n'ouvre la voie au réel.

Tout ce que je peux faire est de présenter la situation que j'ai constatée. Après l'avoir bien analysée et longuement discutée, plutôt que de continuer de répéter les mêmes choses, j'ai décidé de produire ce petit guide qui met à disposition l'essentiel. L'objectif n'est pas de devenir un nouvel expert en flottabilité et en pilotage de bateau, mais de se retrouver soi-même, en tant qu'être vivant, ou plutôt en tant qu'entité capable de percevoir et d'agir sur la réalité. Or rien de cela n'est possible si on confond le réel et la fiction.

Dans mon malheur, j'ai découvert que j'étais loin d'être seul à avoir vu le trou dans la coque et à vouloir nager pour atteindre un rivage. Il s'agit d'une minorité, elle est rendue le moins visible possible par le système, mais le nombre grandit chaque jour. De toute façon, qu'il y ait de l'espoir ou non de ne pas se noyer et d'atteindre un jour une terre où l'on peut vivre, il serait insensé de rester dans cette galère sans rien tenter.

Introduction

N'avez-vous pas parfois l'impression d'être un élément dérangerant du système ?

Pourquoi la société humaine semble être un environnement hostile pour l'être humain ?

Nous sommes au début de l'année 2024, selon un certain calendrier officiel. Nous sommes vraisemblablement tous nés il y a quelques décennies, en tant qu'« être humain ». Tout ce qui s'est produit avant cette période nous est raconté par divers récits et informations indirectes. Nous ne pouvons pas avoir confiance en quoi que ce soit : l'information a été si altérée, détournée et retournée, que tout semble aujourd'hui faux. Les valeurs sont inversées à tous les niveaux. En creusant dans la direction des fondements, j'ai découvert que cette inversion qui se généralisait était un résultat inéluctable, car le monde fonctionnait sur ce principe d'inversion, contraire à l'esprit. Il faut donc bien comprendre les bases qui servent de principes à cette machinerie, avec ses multiples consentements tacites dissimulés dans les choix que nous croyons faire.

Je donne ici des informations sur leurs lois et leurs fondements. Mais sachez que les maîtres du jeu changent constamment les règles, pour leur bénéfice, toujours dans le sens du contrôle sur les citoyens. Connaître les règles et les utiliser pour défendre nos droits fondamentaux est presque un travail à plein temps, où toute notre énergie est dépensée inutilement à ne rien produire de concret et de bénéfique pour l'humanité, avec pour seul résultat possible de ne pas trop se faire voler cette fois-là. Il semble que nous ne pouvons que

perdre par abandon, épuisés face à cette machinerie sans conscience. Ce n'est pas de cette manière que nous pouvons nous libérer.

La libération doit aussi passer par la compréhension profonde de ce que nous sommes, en tant qu'être spirituel incarné dans un corps humain. Le but de la quête spirituelle est de retrouver sa souveraineté, pour être soi et exister en se réalisant.

Naître humain

Devons-nous consentir à une punition collective arbitraire infligée à l'humanité ?

On nous a appris que nous sommes l'espèce la plus évoluée et intelligente de la planète. Grâce à cette intelligence supérieure nous avons développé des technologies qui facilitent le travail, nous rendent productifs et nous permettent de réaliser des choses qu'il serait impossible de faire avec nos petites mains.

Et pourtant, en arrivant ici en tant que nouvel être humain, nous avons moins que n'importe quel animal dans sa condition naturelle.

On nous annonce que nous allons devoir acheter l'endroit où nous voulons exister. On nous informe que nous sommes redevables d'une dette. Dès que nous créons quelque chose, fabriquons un objet, échangeons une chose ou un service avec un de nos semblables, nous devons nous acquitter de taxes. Il va falloir fournir des efforts chaque jour pour faire fonctionner la machinerie complexe et coûteuse de la société, afin d'avoir

un petit habitat chauffé et éclairé, connecté à l'information et au divertissement de masse.

Ce n'est vraiment pas un cadeau, cela ressemble davantage à une punition de naître humain et de ne pouvoir être humain.

Sommes-nous une espèce vraiment intelligente ?

La prévisible et inéluctable inversion

Les hommes politiques sont des menteurs. Ils le sont depuis aussi longtemps que ma mémoire me permet de me souvenir. Mais nous atteignons véritablement des sommets actuellement, où il ne s'agit plus de manipuler par quelques entourloupes mensongères au milieu d'évidences : désormais le mensonge est maître et il s'affiche publiquement, avec fierté. On glorifie la mauvaise foi et on condamne ceux qui émettent un jugement critique libre. Le politicien n'a plus honte de mentir en niant l'évidence, puis de nier son mensonge par un autre mensonge. C'est devenu la normalité politique. Aucune valeur n'est plus défendue, ce ne sont que des affirmations servant un narratif . Ce scénario est maintenant largement connu, même si une majorité le considère comme farfelu et impossible, qualifiant ceux qui l'ont décortiqué de mots en « iste ». L'existence même et l'usage de ces termes, moqués et ridiculisés à l'unisson par tous les grands médias, dont la définition est de suspecter que les pouvoirs contrôlent notamment tous les grands médias et sont de connivence avec eux pour maintenir la population sous contrôle, devrait tout de même éveiller les soupçons, non ? Enfin, on peut nier l'évidence, mais le réel est, tandis que le mensonge et la vérité ne sont que des interprétations. On peut nier les interprétations, mais pas les faits.

La vie est la réalité. Elle est ce qui veut, agit et ressent. Tout le reste n'est que fiction. Comment a-t-on pu arriver à cette situation où ce sont les êtres vivants qui servent le système que la vie a mis en place pour la servir ?

Tout semble inversé : ce qui est naturel est considéré comme anormal. L'anormalité, si elle est une dégénérescence, est qualifiée de normale.

Ceux qui devaient représenter les « Gardiens de la Paix » sont devenus les « Forces de l'Ordre ». C'est le résultat d'un demi-tour des forces armées, qui étaient du côté du peuple face aux oppresseurs¹, qui sont désormais le bras du pouvoir face au peuple pour l'Ordre.

Celui qui remet en question l'autorité du pouvoir en place ou le fonctionnement du système est vu comme un élément dérangeant, au lieu de considérer qu'il est un élément critique indispensable pour éviter les dérives. (Le principe du contre-pouvoir, supposé tenu par les médias...) Mais les dérives sont systémiques, la dénonciation ne sert pas à grand-chose si elle se limite aux rouages de la machine sans s'intéresser à la direction générale qui a été choisie et qui sert de fondement, qui détermine la direction suivie.

Esclave ou libre

Il n'y a que deux possibilités : être esclave ou être libre.

¹ Qu'ils se prétendent au pouvoir selon leur propre décret n'en fait pas moins des oppresseurs, même s'ils ont réussi à convaincre la plupart qu'ils étaient légitimes ou bienveillants, ce sont des oppresseurs si on accepte de voir la réalité des faits. Sinon leur ordre ne serait pas imposé de force.

L'être libre n'est soumis qu'aux règles naturelles de sa condition. L'esclave est soumis à des contraintes supplémentaires artificielles : des lois et règles humaines, mais aussi des conditionnements qui lui sont imposés. Ceux-ci sont de plusieurs types : matériels, mentaux et émotionnels.

La libération doit commencer par l'attitude, l'*être* avant le *faire*.

On sort de l'esclavage en commençant par se percevoir comme un être souverain, libre d'exister.

Mais commençons par un panorama sur notre monde, la société et ses règles.

Questions pour commencer

Qu'est-ce qui définit l'humain ?

La société, l'économie, le pays, la nation, l'entreprise, sont-elles des choses réelles ?

Pourquoi devrais-je être utile à une fiction ?

À qui appartient un enfant ?

Votre représentation du monde, la conception de la réalité, l'histoire de la vie et de l'humanité, sont-elles des informations que vous avez vérifiées et qui semblent fiables ?

Avez-vous déjà envisagé que l'histoire officielle était altérée pour systématiquement soutenir, légitimer et renforcer le pouvoir ?

Pensez-vous réellement qu'il n'y a pas assez de place, de logements et de ressources pour que nous vivions tous ? Pourquoi vous empêche-t-on d'utiliser la plupart des terres de la planète, sous prétexte de tout contrôler pour optimiser (selon des théories complexes basées sur des observations que vous ne pouvez pas vérifier) ?

Quelqu'un ou quelque chose peut-il posséder le réel et se l'approprier, en interdire l'accès et l'usage au reste des êtres de l'univers, pour une durée indéterminée et sous des conditions invérifiables et infalsifiables par décret ?

Ne peut-on pas imaginer la société autrement que basée sur des contraintes et des contrats ?

Pourquoi l'État a besoin de savoir quelle est la surface de votre habitat ? Que signifie et qu'implique ce consentement à leur donner ce genre d'information, derrière les prétextes du « bien collectif » ?

N'est-ce pas une preuve que nous inversons les valeurs lorsque nous acceptons des étiquettes telles « commerce équitable », « agriculture responsable », « sans pesticides et engrais de synthèse », « sans OGM » etc ? Nous consentons à ces étiquettes, nous les trouvons justifiées et légitimes, voire même bonnes. Nous donnons ainsi notre consentement au sens du progrès, qui juge « normal » tout ce qui est altéré et empoisonné, et qui juge comme exception tout ce qui est moins altéré et moins empoisonné².

Pourquoi oppose-t-on toujours publiquement des conceptions matérialistes-dualistes contre des conception dualistes-matérialistes, plutôt que de présenter la conception idéaliste ?

En acceptant de faire ou penser telle chose contre ma volonté, mon ressenti ou mes aspirations, à quelle autorité arbitraire est-ce que je consens à me soumettre ?

Qui a la légitimité de dire à un autre « comment être » ?

² En plus du fait que ces étiquettes ne sont souvent que poudre aux yeux, la vérification étant impossible pour les grosses entreprises, des produits traités sont ainsi importés d'Espagne ou d'Ukraine et distribués sous le label « Bio », avec un drapeau français car « emballé en France », tandis que des contraintes absurdes et improductives sont imposées en dépit du bon sens et des bonnes pratiques connues (ou ce qu'il en reste encore) aux petits exploitants qui aimeraient obtenir un label « bio ».

Le monde de LA MACHINE inhumaine

Le jeu de société

Nous sommes arrivés dans ce monde à un instant et dans un lieu arbitraires, différents pour chacun d'entre nous. Aucun n'est né au même moment et au même endroit, dans une situation identique ou égale. Notre corps aussi est différent de celui des autres, du moins dans ses détails. Mais notre première supposition est de nous considérer comme à peu près identiques et égaux³.

Nous arrivons dans un jeu de société, en plein cours de partie. On ne redistribue pas les cartes et les ressources à chaque nouveau joueur qui arrive. En fait, toutes les cases sont déjà occupées, depuis avant notre naissance, on ne sait ni vraiment depuis quand ni par qui. Ces individus, les maîtres du jeu, préfèrent rester anonymes et inconnus, ils sont dissimulés derrière des sociétés anonymes

Mais sont-ils vraiment des individus, de véritables êtres ou des fictions imaginaires produites par La Machine ?

On vous donne un prénom. Même plusieurs. On devrait dire « nom ».

Everard, né à Besançon le 29 avril 1979 à 8h40. Mère : Monique.

³ Mais voit-on vraiment toutes les différences réelles ? Elles ne sont peut-être pas seulement physiques, visibles par la seule observation de la matière et de la forme. Ne nous méprenons-nous pas sur notre similitude en nous fiant seulement à l'apparence humaine ?

Pendant que ma véritable mère (j'étais dans son ventre et l'accouchement a été observé par des témoins, à l'hôpital souvent actuellement, un acte de naissance a été rédigé) se repose, le supposé père (ou responsable légal) va déclarer le bébé à l'autorité du bateau. On produit alors un document avec les informations de sa naissance.

Everard Anthony Geoffroy, né dans la famille Cordier

On produit aussi un autre document qui correspond à une autre naissance, celle d'un personnage fictif : (MONSIEUR) CORDIER EVERARD.

Il s'agit de l'homme de paille, la personnalité juridique ou personne légale. C'est le pion de Monopoly qu'on vous donne (qu'on vous force à administrer) pour vous intégrer au jeu. On ne vous donne pas le choix, on ne fait rien signer au bébé pour l'accepter, c'est comme ça et ça a toujours été comme ça !

Cette personne appartient au système dans lequel elle existe : à une autre fiction, comme un gouvernement ou l'État. Ce sont des majuscules, non des LETTRES CAPITALES : ce n'est pas du français mais du latin de cuisine. Un titre est ajouté (M.) et le patronyme est placé devant le nom.

On fait mourir tout le monde, car ce jeu est un ensemble de règles qui s'appliquent uniquement aux morts et à ce qui n'a pas de vie (objets). (Ne vous étonnez pas si dans ce monde-démon tout a tendance à symboliser la mort au lieu de la vie. Même les célébrités semblent vouer un culte à Satan. Les magistrats ont une tenue de nécromancien.

À partir de là, vous n'êtes plus libre. Vous êtes un « citoyen », c'est-à-dire un esclave du gouvernement, le gouvernail du bateau.

Les mots définissent les règles

Dans le jeu des mots, les règles sont écrites avec la première définition, qui ne correspond pas nécessairement avec le sens connu par la population des citoyens.

1. Définition légale
2. Définition(s) alternative(s) : le sens commun et par extension
3. Définition fondamentale

La définition légale est utilisée pour établir les règles et les sanctions en cas d'infraction. Souvent, elle n'est même pas connue par la population et les citoyens ne savent pas où la trouver. Cette définition est très importante, elle doit être précise et non ambiguë. Imaginez un peu que vous rédigez un contrat avec quelqu'un, qui vous oblige à lui fournir « tous vos légumes mais aucun fruit » et qui oblige l'autre à vous fournir « tous ses fruits mais aucun légume ». À votre avis, qu'obtiendriez-vous par ce contrat ? Sans doute seulement des fruits non comestibles, tandis que lui recevrait tous vos légumes. La question des fruits comestibles serait conflictuelle et nécessiterait un arbitrage extérieur...

Si un agent de l'autorité vous demande « Comprenez-vous ? », il désire, par votre acceptation en croyant qu'il veut savoir si ce qu'il vous a dit a du sens, obtenir votre consentement à la prise de juridiction. Autrement dit, cette question revient à : « Vous

soumettez-vous à ma juridiction en acceptant les conditions d'un contrat avec moi ? »

Si vous répondez « oui », vous acceptez ses conditions et le contrat qui lui donne autorité sur vous.

Le sens commun est celui que les citoyens croient connaître, qui est dans la mémoire collective.

Il existe aussi une définition plus fondamentale, qui n'est pas toujours connue et qui n'a pas nécessairement de sens dans la représentation habituelle, inversée, du réel. Il peut se retrouver ou se comprendre par l'encodage des mots par les lettres. Ce sujet est vaste, **je vous invite à faire très attention à l'utilisation des mots avec les représentants du pouvoir.** Pour les discussions plus profondes, il faut retrouver le sens originel ou, à défaut, toujours bien définir de quoi on parle.

Jargon juridique

Personne (personnalité juridique ou personne légale) : entité fictive dans un système de lois. La personne doit être représentée par un être vivant réel. L'être vivant ne peut pas être forcé à représenter la personne qui lui a été affectée. (Voir aussi « homme de paille ».) Selon la Déclaration des Droits de l'Homme :

Article 6 : « Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique. »

Comprendre : se soumettre à la juridiction de quelqu'un ou quelque chose.

Dol : Aux termes de l'article 1137, alinéa 1^{er} du code civil : « Le dol est le fait pour un contractant d'obtenir le consentement de l'autre par des manœuvres ou des mensonges. »

Fiducie (ou trust) : opération par laquelle un ou plusieurs constituants transfèrent des biens, des droits ou des sûretés, ou un ensemble de biens, de droits ou de sûretés, présents ou futurs, à un ou plusieurs fiduciaires qui, les tenant séparés de leur patrimoine propre, agissent dans un but déterminé au profit d'un ou plusieurs bénéficiaires.

Forclos/forclusion : Personne qui a laissé prescrire un droit parce que le délai légal est expiré. Perte de la faculté de faire valoir un droit par l'expiration d'un délai. Le recours qu'il a introduit devant le tribunal administratif était frappé de forclusion.

La loi n'oblige pas

En théorie, la loi n'oblige pas. L'obligation est un lien créé par la signature d'un contrat. Mais il ne peut pas être obligé de signer un quelconque contrat, même tacite comme celui de se soumettre aux lois.

Pourquoi les agents du système prétendent-ils le contraire ? Pourquoi les agents du recensement disent-ils que c'est « obligatoire » mais que nous pouvons refuser ? Pourquoi dit-on que l'école est obligatoire alors ? Qui a autorité pour décider du conditionnement physique et mental des enfants ?

Qui possède le réel ?

L'être libre arrive au monde et désire obtenir un petit morceau de terre. À qui devrait-il la payer ?

Qui a le droit de décréter qu'une substance naturelle, un élément chimique, une molécule, une plante ou autre objet naturel, est interdit d'utilisation ou de possession ? Pourquoi ce sont des entreprises privées qui possèdent les sources et l'eau dite *potable* ? Pourquoi le mercure n'est-il pas autorisé à l'expérimentation individuelle ?

Qui peut prétendre avoir vérifié directement que les substances radioactives sont dangereuses et qu'elles ne pourraient pas servir directement de source d'énergie ?

Nous croyons savoir, car on nous a appris un tas de choses. Nous faisons confiance à ceux que nous supposons intègres qui auraient véritablement vérifié tout ce qui nous est affirmé comme des faits et des théories solides.

Le problème est que dès qu'on creuse un peu, n'importe où au hasard, on peut se rendre compte que les prétendus faits et théories sont en réalité des entourloupes faites de mensonges qui reposent sur du vide.

On nous interdit de plus en plus de choses, toujours sous prétexte de notre bien. Et si on arrêtait de décider du bien pour tous et qu'on se préoccupait enfin un peu du bien-être individuel ?

Payer l'eau, ensuite ce sera quoi, il faudra payer l'air ? Celui qui aurait déclaré au début du 20ème siècle que l'eau deviendrait payante n'aurait sans doute pas été cru. On n'a pas

cru non plus que l'air pourrait aussi devenir payant. Impossible. Rien n'est impossible. Un prétendu réchauffement ou changement climatique prévu selon un organisme dont l'objectif est de le prévoir, une théorie pour l'expliquer de façon suffisamment convaincante pour la majorité et pour faire débattre les autres entre eux, un mécanisme jugé responsable : l'effet de serre. Comme les virus invisibles, le coupable était tout désigné : le dioxyde de carbone, l'ancien gaz carbonique, ou tout simplement CO₂⁴.

Les esclaves en sont arrivés à dénoncer eux-mêmes le « bilan carbone » des milliardaires avec leurs jets privés et leurs paquebots, ainsi que la pollution des industries. Ils demandent à taxer le rejet de CO₂, le produit de la respiration des animaux et le combustible de l'inspiration des végétaux. Une fois que la taxe a été conceptualisée et adoptée contre les élites, elle l'est de fait par les esclaves.

On avance d'un pas à chaque fois, on oublie les précédents pour faire comme si quelque vérité avait été établie. Celui qui s'arrête pour sortir du mouvement, qui se met à se demander si vraiment le carbone est coupable, si la théorie est juste et basée sur l'ensemble des faits pertinents pour une prédiction

⁴ CO₂ = Co-deux = code ? Et si c'était un code désignant une facette de la guerre contre l'humanité et contre le vivant dans son ensemble ? L'homme et la vie sont les ennemis du système, on les a caractérisés par la « chimie organique », autrement dit la chimie du carbone et des chaînes carbonées. Le carbone stable commun, le carbone 12, est constitué de 6 protons, 6 neutrons et 6 électrons. Le fameux 6-6-6. Il symboliserait ainsi le nombre de la bête de l'apocalypse, « un nombre d'homme » est-il écrit. On peut remarquer aussi le narratif de la vaccination, où on a remplacé le mercure, messenger des dieux, par du graphène, une chaîne de carbone magnétique.

planétaire, et si tout simplement un « changement » doit-il être nécessairement vivement combattu sans avoir une connaissance complète des tenants et aboutissants, celui-ci passe pour un fou. Un élément dérangeant de la marche forcée du monde.

Taxes ?

Pourquoi le pouvoir prend-il une commission sur chaque échange de marchandise entre les citoyens, sous la forme de TVA notamment en France ? Pourquoi, si vous voulez exercer une activité quelconque, rendre un service, créer ou fabriquer quelque chose, on vous « oblige » à avoir un certain statut légal et à déclarer votre activité et ses revenus ?

Avez-vous déjà essayé d'estimer les sommes données à l'État par les diverses taxes, impôts et charges en tous genre ? Savez-vous réellement à quoi cet argent est utilisé ? Trouve-t-on facilement ces informations détaillées ?

La France : un État de non droit

En principe, comme on nous l'enseigne, nous sommes dans un État de droit. Ceci est déterminé par trois conditions qui doivent être satisfaites, les trois piliers de l'État de droit :

1. Le respect de la hiérarchie des normes.
2. L'égalité des citoyens devant la loi.
3. La mise en place de la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

« Le concept d'État de droit est théorisé par le juriste Hans Kelsen au début du XXe siècle qui le définit ainsi : un "État dans lequel les normes juridiques sont hiérarchisées de telle sorte que sa puissance s'en trouve limitée".

La hiérarchie des normes implique que chaque norme juridique est rédigée sur le fondement d'un droit qui lui est supérieur, chaque norme prévoyant les modalités de création de la norme qui lui est inférieure. Par exemple, en France, les lois votées par le Parlement doivent respecter le bloc de constitutionnalité (composé de la Constitution de 1958 et de plusieurs textes tels que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ou le préambule de la Constitution de 1946).

L'égalité des sujets de droit constitue la deuxième condition essentielle d'un État de droit. Cela implique que les personnes et les organisations reçoivent la personnalité juridique, en tant que personnes physiques pour les personnes, en tant que personnes morales pour les organisations. L'État est lui-même considéré comme une personne morale. »

Pour être effectivement appliqué, l'État de droit suppose la séparation des pouvoirs qui vise à éviter la concentration du pouvoir dans les mains d'un despote. Le pouvoir est distribué entre des organes indépendants et spécialisés :

- le pouvoir de voter la loi (pouvoir législatif) ;
- le pouvoir d'exécuter les lois et pour ce faire d'édicter des règlements (pouvoir exécutif) ;
- le pouvoir de rendre la justice (pouvoir judiciaire).

Les preuves sont établies que la France n'est pas un État de droit. Nous pouvons constater que nos droits fondamentaux sont largement violés. Un citoyen ne peut donc même pas faire valoir ses droits dans le système et se défendre contre ceux qui les imposent. Même si vous prouvez, textes de loi à l'appui, que

les impôts sont illégaux et que vous déclarez que vous n'y consentez pas, que vous n'avez jamais signé de contrat avec les diverses sociétés privées gouvernementales, l'État escroc produira des faux documents, une déclaration de revenu pour votre personne juridique, et saisira la somme qu'elle estime que vous lui devez selon le droit qu'elle s'est octroyé de procéder à des SATD. Vous pouvez alors vous lancer dans une action en justice pour réclamer ce qui a été volé par le gouvernement et la banque, ou les (qui?) faire condamner pour faux en écriture et usage de faux, puisqu'en théorie tout le monde doit être égal devant la justice et on vous condamnerait fortement si vous étiez jugé pour ce genre d'action illégale. Mais faut alors se battre contre une machinerie qui possède tout, qui prend votre argent d'une simple requête en base de donnée informatique, pour essayer de faire valoir ses droits, pour signifier son mécontentement et récupérer une partie de ce qui nous a été pris. C'est perdu d'avance, pendant ce temps on vous aura fait d'autres saisies. En plus c'est vous qu'on regardera comme l'élément dérangeant du système, comme toujours. Nos frères humains sont-ils encore vraiment humains ?

Selon Philippe Fortabat Labatut (avocat - Docteur en droit. Droit pénal, droit des affaires, droit des sociétés) :

« Il n'y a donc pas de séparation des pouvoirs en France actuellement, vu la dépendance des magistrats du Parquet par rapport au Ministre de la Justice, en violation avec l'article 16 de la Déclaration des Droites de l'Homme et du Citoyen, reprise par le Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 repris par la Constitution du 4 octobre 1958, et donc pas de constitution, avec toutes les conséquences que cela engendre. »

12 preuves qu'il n'y a plus rien de légal dans la "RÉPUBLIQUE" (Philippe Fortabat Labatut, avocat - Docteur en droit. Droit pénal, droit des affaires, droit des sociétés)

1. Il n'y a plus de magistrats de l'ordre judiciaire depuis 1958
2. Il n'y a plus de juges d'instruction depuis 2000
3. Il n'y a plus de tribunaux de l'ordre judiciaire depuis 1991
4. Il n'y a plus de loi promulguée depuis 1848
5. Il n'y a pas de publication valide des lois au Journal Officiel
6. Il n'y a pas de Constitution pour défaut de séparation effective des pouvoirs
7. Il y a inapplicabilité de la loi pénale pour discrimination par défaut d'unicité loi pénale
8. Il n'y a pas d'impartialité pour défaut d'information sur les appartenances maçonniques des juges
9. Il n'y a pas de validité des décisions signées par les citoyennes sous leurs noms d'usages
10. Il n'y a pas d'URSSAF ni autres caisses prétendument sociales
11. Il n'y a pas de Crédit Agricole
12. Il n'y a plus d'impôt légal en France

Le statut d'huissier de justice est illégal (et celui de commissaire de justice aussi, évidemment!). Voici les preuves légales et ce qu'il faut dire en cas de visite d'huissier :

<https://dissidencetv.fr/01/11/2020/fraude-du-nom-legal/non-consentement/comment-mettre-en-pls-lhuissier-de-justice/>

Remarque : des actions légales indiquées dans ce document fonctionnent sur les règles qui sont données par les textes de loi et la hiérarchie des normes. Mais il est important de comprendre que, puisque nous ne sommes pas dans un État de droit (ou un monde de droit), dans la pratique cela se révèle souvent impossible de faire valoir ses droits face à des agents qui ne les respectent pas et ne veulent rien entendre des arguments légaux. Néanmoins, ne partez pas perdant d'avance. Il s'agit de faire valoir sa propre vérité et vision de la réalité, non pas uniquement de gagner juridiquement. Plus nous serons nombreux à effectuer ces actions et à connaître les fondements des règles (et de la supercherie mondiale, voir plus loin l'OPPT et la fraude du nom légal), plus nous aurons de force face à l'autorité.

Légal ou légitime

Légal : qui est conforme au droit, aux lois. Qui a valeur de loi, résulte de la loi, est conforme à la loi. Défini ou fourni par la loi.

Légitime : ce qui est juste, selon le bon sens. (Cela ne peut pas être plus précis, car inhérent à la nature de l'être d'avoir la capacité de l'évaluer.)

Ce qui est légal est fictif.

Ce qui est légitime est réel. Seul le réel peut être légitime.

Les définitions sont simples, évidentes, mais la distinction entre le réel et la fictif ne l'est plus : la représentation de l'existence

inversée qui nous a été inculquée nous fait croire à la fiction et nous rend aveugles au réel. J'introduirai ce sujet dans la section sur la représentation de l'existence, il sera développé dans d'autres petits guides.

L'argent ab nihilo

Que se passe-t-il lorsque vous effectuez une demande de prêt dans une banque ?

Vous voulez un « prêt » de 10.000 euros par exemple. La banque ne prête pas ses fonds, elle ne peut que proposer les fonds de ses clients, qui ont été créés par leur signature. Vous faites en réalité une demande pour accéder à 10.000 euros de votre crédit.

Au moment où vous signez pour ce crédit, votre signature crée le montant qui s'ajoute aux fonds que la banque va pouvoir prêter à un autre. La banque n'a rien prêté de ce qu'elle possède, elle vous a ajouté une dette de 10.000 et elle a gagné 10.000 à prêter à un autre pigeon.

Pire encore : elle vous a ajouté une dette en argent non créé : les intérêts. Ceux-là sont entièrement des bénéfices pour la banque, ce sont ceux qu'on vous fait payer en premier.

Chaque nouveau crédit bancaire ajoute un montant au total de la monnaie, ce qui fait que la valeur de celle-ci diminue. C'est systémique, c'est pour cela que l'on a l'impression que la vie coûte de plus en plus cher : c'est parce que la monnaie vaut de moins en moins à chaque instant, et que les parasites en prennent toujours plus !

Le frauduleux système du gouvernement bancaire mondial

Au fait, qui crée et donc se décrète possesseur de la monnaie qui vient d'être créée ? Le citoyen bien éduqué et conditionné déclare que ce sont des « banques publiques ». Si elles étaient publiques, cela signifierait que cela est créé comme argent public, sans dette ni intérêt. Les États ne créent pas cet argent, il n'appartient pas non plus au public (ceux qui font le crédit : nous). Ce n'est pas public, encore moins au bénéfice de tous. Il s'agit de banques privées, faisant partie d'un système frauduleux impliquant les divers organismes financiers, institutions gouvernementales et grandes entreprises.

Comment des individus, par l'intermédiaire de sociétés privées, ont réussi à mettre en place ce système qui a pris le contrôle sur la planète et sur l'humanité ?

Le CCU gouverne les relations entre les entreprises partout dans le monde, mais également pour les personnes. Il a été utilisé frauduleusement pour progressivement mettre en place un système de contrôle esclavagiste par une minorité d'individus en place à des postes de pouvoir. Tous les gouvernements du monde sont des multinationales. Tous les gouvernements et « institutions étatiques » sont enregistrés en tant que sociétés commerciales. (Voir sur le site internet Dun & Bradstreet www.dnb.com ou infogreffe ou societe.com en France).

Le système frauduleux, qui rend l'être humain esclave de ceux qui contrôlent le système bancaire, avec la complicité des gouvernements et des diverses institutions de pouvoir, a été dévoilé le 25 décembre 2012 par l'action en justice de l'OPPT.

(Deutéronome 23:19-20) : « Tu n'exigeras de ton frère aucun intérêt ni pour argent, ni pour vivres, ni pour rien de ce qui se prête à intérêt. »

One People's Public Trust (OPPT)

One People's Public Trust (OPPT) : en français, *la fiducie du peuple unique*.

Le 3 juin 2011, le Procureur Heather Ann Tucci-Jarraf rédige le « FINAL PARADIGM REPORT » dans lequel elle démontre de manière irréfutable que le système bancaire américain est contrôlé internationalement par quelques centres de pouvoir soutenus par le gouvernement américain. Le procureur et ses deux trustees démasquent cette fraude et dénoncent les crimes commis contre l'humanité par le système au niveau mondial. Elle a découvert et dévoilé les spéculations financières et commerciales frauduleuses qui ne respectent même pas la législation à laquelle elles doivent se référer, l'UCC en l'occurrence, et elle révèle comment ces pratiques sont la cause directe et irréfutable du système d'esclavage basé sur la dette.

Toutes les entreprises, y compris les gouvernements et les systèmes bancaires, ont été évincées grâce à l'utilisation de leurs propres mécanismes de réglementation commerciale.

Tous les gouvernements ont été saisis le 25 décembre 2012.

Les preuves que nous (le peuple) sommes les héritiers de la fiducie « Cestui Que Vie » (un compte dont nous avons hérité suite à la faillite des États-Unis en 1933) ainsi que la cessation subséquente de tous les actifs d'or, d'argent et autres en garantie, ont été démontrés officiellement.

Ce compte contient des millions de dollars à mon nom (et au vôtre). Nous ne sommes pas endettés : ce sont les gouvernements qui créent cette dette et nous l'imputent.

La forclusion et la saisie des banques et des gouvernements est un fait enregistré et non réfuté (DÉCLARATION DES FAITS : UCC Doc # 2012127914, Nov. 28, 2012).

Remarques sur l'action de l'OPPT

L'action de l'OPPT a été effectuée dans le système de règles du commerce international. C'est une action en justice, où le dossier avec le détail du fonctionnement du système frauduleux des gouvernements et des banques a été déposé, en demandant à ce que

Heather fut professionnellement impliquée dans le CCU pendant quelque temps, et comprit comment « les Pouvoirs en place » avaient manipulé le CCU pour contrôler le monde financier à un très haut niveau. Les administrateurs ont aussi fait des recherches poussées pendant plusieurs années, et furent soutenus par quelques « agents en place » qui étaient également las de ce système esclavagiste.

Les administrateurs de l'OPPT publièrent un rapport, « le Procès verbal du modèle » grâce à leurs découvertes, dont la conclusion est que les multinationales, opérant sous le couvert des gouvernements des nations et des systèmes financiers, commettent une trahison contre le peuple de cette planète, sans que celui-ci le sache, le veuille ou ait manifesté son accord. Du fait que les administrateurs de l'OPPT en détenaient la preuve, ils ont travaillé à la création de documents enregistrés par le CCU lui-même et ont déclaré la saisie de tout le système. Le

terme « saisie », utilisé ici signifie : « dénoncer, défaire, fermer, bannir, ou opposer à fin de non recevoir ».

L'OPPT fut créé quand les Administrateurs s'unirent et conséquemment poursuivirent – Le trust fut rédigé selon la constitution originelle des USA : laquelle qui fut abandonnée quand le gouvernement des USA fut transformé en multinationale. L'OPPT à présent, relie tous les individus de la planète à ce trust comme bénéficiaires par des titres, reconnu comme « le Peuple Uni, créé par le Créateur. »

En agissant ainsi, les administrateurs ont donné un cadre au Trust comme étant d'une valeur supérieure à tout autre – le Trust se place entre le Créateur et les « états d'existence » de la Terre. Les « états d'existence » de la Terre sont les bénéficiaires du Créateur en tant que gardiens des manifestations du Créateur sur Terre. Sur le plan légal, il ne peut y avoir de proclamation supérieure à celle du Trust Public du Peuple Uni ... excepté celle exprimée par le Créateur (ou Soi).

En 2012, les Administrateurs ont déposé une série de dossiers d'investigations complexes enregistrés par le CCU au nom de ses bénéficiaires, le Peuple Uni.

La situation en bref

La forclusion et la saisie des banques et des gouvernements est un fait enregistré et non réfuté (DÉCLARATION DES FAITS : UCC Doc # 2012127914, Nov. 28, 2012).

1) Toutes les banques, toutes les entités corporatives gouvernementales et toutes les grandes corporations sont

forcluses suite à l'enregistrement d'inscriptions au UCC par One People's Public Trust. (OPPT).

2) Aucune autorité ne peut prétendre légitimement se placer au-dessus de l'être vivant conscient.

3) Désormais, dans toute affaire, commerciale ou légale (ce qui est la même chose), chacun agit dorénavant à titre d'individu, sans la protection de la corporation ou du gouvernement qui l'emploie, avec pleine responsabilité personnelle pour TOUTE ACTION QU'IL ENTREPRENDRA à l'encontre du Proposant et ce, en vertu du droit commun protégé et préservé par la politique publique UCC 1-103 et par la Loi Universelle, la juridiction qui gouverne les enregistrements à l'UCC de l'OPPT. (Réf: WA DC UCC Réf Doc # 2012113593)

4) Les seules lois désormais en vigueur sont : Les Lois Universelles (Universal Laws), La Loi Naturelle, la Common Law (le Droit Commun) et l'UCC (Code de Commerce Uniforme) par les dépôts OPPT (UCC Filings).

Finis les titres corporatifs, finis les systèmes de lois statutaires (code civil, code pénal, code criminel, code de la route, loi de ceci et loi de cela), finis les registres, finies les assurances, finies les notions de hiérarchies et d'autorités.

Conséquences de l'OPPT

Les points suivants sont les résultats des poursuites de l'OPPT :

- Toutes les entreprises ont été saisies et leurs avoirs ont été confisqués.
- La richesse de notre planète est rendue au « Peuple Uni ».

- Toutes les dettes dues aux entreprises ont été effacées.
- « Le système » a été saisi. L'enregistrement public le prouve.
- Les règles du CCU s'imposent comme lois internationales.
- De par sa propre réglementation, le système n'existe plus.
- Nous sommes légalement libérés du système esclavagiste.

Une situation impossible à croire ?

Quand j'explique l'action de l'OPPT et la fraude du nom légal, mes interlocuteurs sont incrédules. Comment cela serait-il possible que tout le système ait été jugé illégal et esclavagiste, que nous en ayons été libérés et que personne n'en parle à la télé ? Les maîtres du jeu et du système n'ont évidemment aucun intérêt à divulguer cet état de faits.

Le fait que les médias ne disent rien sur cette affaire qui concerne toute l'humanité n'est d'autre qu'une **preuve supplémentaire de la réalité de cette situation de mensonge généralisé**, contrôlé avec la complicité des médias, qui veulent garder esclaves les humains ignorants.

On m'a souvent demandé des preuves pour démontrer que tout est illégal. N'est-ce pas un peu contradictoire de devoir utiliser des règles illégales pour prouver qu'elles le sont ? D'ailleurs, les agents du système répondent toujours en citant des décrets ou pseudo lois nationales lorsqu'on les informe de l'illégalité de leurs actions avec des références d'un niveau supérieur. Ces individus, parfois des professionnels du droit, ne connaissent même pas la hiérarchie des normes

L'OPPT est effectivement une action qui a été faite dans les règles du système, ce qui a ainsi permis de juger et condamner ce système officiellement afin d'établir une base juridique pour pouvoir se défendre. Cela suffit à rendre le système illégal. **Mais je conseille d'aller encore plus loin, avec la connaissance de la fraude du nom légal et l'utilisation de nos véritables droits naturels inaliénables.**

Chacun devrait plutôt se demander : quand m'a-t-on présenté l'ensemble des lois humaines, **m'a-t-on demandé si j'acceptais de m'y soumettre** ? Où est le contrat me liant légalement avec « le système » ?

Légitimement, je suis naturellement libre, non soumis à un système arbitraire de règles.

Si on veut m'imposer des règles, c'est cela qu'il faut justifier !

OPPT: Nous sommes libres légalement

Pour un complément, voir la traduction de l'excellent article de Andy Whiteley dans le document annexe fourni avec ce guide. (Article de 10 pages.)

<https://acrobat.adobe.com/id/urn:aaid:sc:AP:7e54a77a-7f16-434f-a099-2a0e786d54a7>

La fraude du NOM légal : le vol de notre humanité

La fraude du nom légal est le vol de notre humanité pour faire de nous des marchandises.

En théorie : l'être vivant est au-dessus de toute fiction.

Aucune société ne peut être un gouvernement

Aucun gouvernement ne peut être une société

- Tous les gouvernements ont été saisis le 25 décembre 2012
- La **République est illégale** (Macron n'est pas « président » mais le PDG d'une société privée illégale : RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉSIDENTE). La preuve de crimes et de terrorisme d'État est établie.
- **Tous les États (gouvernements) sont des filiales de la société mère Washington DC⁵**, créée par la faillite provoquée des États-Unis en 1933⁶.
- **La fraude du nom légal, ce crime de personnage, ce dol aggravé, vol d'identité, a été supprimé par le motu proprio** (de son propre mouvement) : c'est une lettre apostolique émise par le pape de sa propre initiative. Applicable depuis le 1^{er} septembre 2013. **Les**

⁵ The Dun & Bradstreet Corporation : société américaine qui fournit des données commerciales, des analyses et des informations aux entreprises. La marchandise de ces sociétés est l'être humain.

⁶ Ce crime s'appelle un « dol » : le fait, pour un contractant, d'obtenir le consentement de l'autre par des manœuvres ou des mensonges. Il est sanctionné par la nullité du contrat.

États ne sont que les administrateurs qui gèrent les contrats des comptes des personnes mortes pour le compte du Vatican. Nous avons perdu la propriété de notre chair et notre corps.

Les preuves que nous (le peuple) sommes les héritiers de la fiducie « Cestui Que Vie » (un compte dont nous avons hérité suite à la faillite des États-Unis en 1933) ainsi que **la cessation subséquente de tous les actifs d'or, d'argent et autres en garantie, ont été démontrés officiellement.** Ce compte contient des millions de dollars à mon nom. Nous ne sommes pas endettés : ce sont les gouvernements qui créent cette dettes et nous l'imputent.

Personne ne peut convoquer un être humain vivant au tribunal (de l'amirauté).

« Vous ne pouvez pas prendre juridiction sur moi et me soumettre, moi XXX l'être humain vivant. »

(Savez-vous pourquoi les magistrats s'appellent « maître » entre eux et les autres « MONSIEUR » ou « MADAME »?)

« Le principe démocratique rend a priori légitime toute décision issue de la volonté populaire, et ne reconnaît aucune autorité supérieure à celle du peuple-souverain. »

<https://latromperieducodejustinien.wordpress.com/2016/11/03/la-tromperie-du-code-justinien/>

Le peuple peut-il être souverain ? Qu'est-ce que la souveraineté ?

Être libre et souverain

Faire ce que l'on estime juste et bon, plutôt que de suivre des règles établies par d'autres.

Tout ce qui nous arrive vient de notre propre consentement. C'est là où tout peut changer.

Le problème ne vient pas du fait qu'on nous a mis dans une cage à notre naissance. Il vient du fait que quand quelqu'un explique que la porte de la cage est ouverte les gens disent pratiquement tous « mais non c'est pas possible », au lieu d'essayer d'en sortir. C'est le moment de ne plus penser comme ça. C'est peut-être notre seule opportunité. On a la chance qu'elle soit disponible.

Qu'est-ce que la souveraineté ?

Souveraineté : autorité suprême.

La souveraineté est définie comme l'autorité absolue.

Avec tout être vivant, j'ai une relation de souverain à souverain : aucun n'impose ses règles l'autre. (Cela n'élimine pas les conflits, mais au moins ils ne sont pas systématiques.)

Une confusion est souvent faite avec le rôle du roi. Le terme roi désigne une fonction, un archétype, c'est une notion mentale.

La souveraineté est un état d'être de l'esprit, au-dessus de toute conception mentale. Avant tout, la souveraineté est une attitude, une manière d'exister. C'est en fait la seule façon naturelle d'exister.

N'existe pas au pluriel, ne peut pas être associée à une fiction servant de représentation de l'autorité (nation, région, famille, humanité, groupe, peuple etc.). (L'expression « souveraineté nationale » est fallacieuse : c'est une autre façon de soutenir le paradigme de l'esclave.)

La souveraineté implique une certaine posture de l'être :

- « Je n'accepte pas ce que je juge injuste et illégitime. »
- Elle se revendique, haut et fort.
- Enfin elle se traduit par une manière d'agir.

On peut faire des concessions dans les actes, puisque nous n'avons pas de liberté. Mais il ne doit pas y avoir consentement à une prétendue autorité supérieure.

Le contraire de souverain est esclave.

L'humain ne décide pas de son existence : il est forcé à la naissance de se soumettre au système et ses règles. On ne lui demande pas s'il accepte d'être un maillon utile (utilisable et utilisé) du système financier, on lui impose un statut de citoyen, l'esclave moderne. (Voir « la fraude du nom »)

L'esclave accepte que d'autres lui dictent la façon de penser la réalité, de décider et d'agir. On lui impose comment exister et le sens de son existence.

La vie est souveraine

« Nul ne peut prétendre avoir autorité sur un autre. »

Nul ne peut imposer à un être vivant ses propres règles ou sa conception de l'existence. Toute forme de domination est illégitime.

« Aucune fiction, abstraction ou chose ne peut prétendre avoir autorité sur un être vivant. »

On ne peut pas forcer l'être à donner sa représentation (représentativité).

La liberté est la condition naturelle de l'existence. Il n'y a pas à en démontrer la légitimité : elle est établie. Ce sont les formes de mises sous contraintes qui doivent se justifier et être librement consenties par l'être.

Quelles lois s'appliquent au vivant ?

Un principe fondamental et que « Le créateur ne peut pas être soumis à la (ou sa) création. »

Les lois humaines sont créées par les hommes, donc les hommes ne peuvent pas être soumis aux lois humaines.

Aux yeux de la loi, un être vivant n'existe pas. Il n'y a que des personnes juridiques.

Selon la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme :

Article 1 : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. »

Article 6 : « Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique. »

Pour l'être humain ce qui s'applique est le droit coutumier, qu'on peut résumer en disant :

« Je peux faire absolument tout ce que je veux, du moment que je ne nuis pas à autrui et à sa propriété. »

La loi humaine s'occupe uniquement d'échanges commerciaux. C'est pour ça qu'on parle toujours d'une « affaire ». Le juge possède un maillet et il tape 3 fois pour conclure l'affaire, exactement comme le commissaire-priseur d'une vente aux enchères.

Les affaires internationales sont régies par la loi maritime. L'enfant était dans les « eaux » de sa mère et il sort par un « canal » (utérin). La mère a produit un certain « travail » d'accouchement. En anglais, accoucher d'un enfant se dit « deliver child », livrer. En droit international, pour bien comprendre les concepts il est souvent important de regarder les mots anglais.

Quelqu'un (médecin, sage-femme) a pu constater votre naissance, ou pas. D'une manière générale, seule la mère biologique qui vous a mis au monde le constate presque toujours, si elle est consciente à ce moment. On demande ensuite au père d'aller déclarer l'enfant à la mairie. Il s'agit du père supposé, puisqu'il n'a aucune garantie d'en être réellement le père biologique. On produit alors la personnalité juridique de l'enfant avec le PRÉNOM choisi et le NOM du père légal (ou PATRONYME). L'employé de la mairie n'a pas non plus la garantie que l'être vivant présenté est effectivement celui qui a été mis au monde. Il aurait très bien pu être échangé avec un

autre. Il établit des documents basés sur les informations disponibles, qui peuvent toutes être fausses mais peu importe.

Cette personne juridique est un bien marchand, une ressource humaine. L'être humain est titulaire de cette personne mais n'en est pas le propriétaire. Celle-ci porte un PRÉNOM + NOM, en lettres capitales. Sur votre carte d'identité il est indiqué « titulaire », le propriétaire de la carte et de la personne légale est l'État. En français (et dans beaucoup d'autres langues), un mot s'écrit en minuscules, un nom propre s'écrit avec une majuscule au début. Lorsqu'un mot est écrit entièrement en lettres capitales il désigne une entreprise, une CORPORATION (ou une marque). (Les majuscules sont des lettres particulières que vous avez apprises à l'école et qui sont uniquement calligraphiées. Sur un ordinateur on les remplace par les lettres capitales.) On crée alors un certain capital (comme les lettres), c'est-à-dire une certaine somme d'argent qui est l'estimation de ce produira en valeur de travail l'être vivant au cours de sa vie. « Capital » et « capitaine » ont la même étymologie capitalis : « relatif à la tête ».

Selon la loi maritime, si on ne donne pas de nouvelles au bout de 7 ans, on est considéré comme perdu en mer. Notre capital devient la propriété de la capitainerie. L'acte de naissance sert de garantie boursière pour la spéculation et pour que son propriétaire, l'État ou l'entreprise privée qui le représente (la République française par exemple qui est une société créée en 1947 figurant sur le registre du commerce) puisse emprunter de l'argent aux banques en votre NOM, ce qui devient en quelque sorte la dette de votre personne. Une personne légale peut être convoquée à un tribunal. L'être vivant titulaire de cette

personne a le droit d'aller la représenter. Rien ne permet de garantir que c'est le bon être humain, il s'agit peut-être d'un jumeau ou d'un clone, éventuellement une partie de lui-même s'il est en bilocation, ou même n'importe qui ayant entre les mains la carte d'identité correspondante. L'esprit de quelqu'un d'autre est peut-être à ce moment incarné dans votre corps à votre place. Le tribunal se fiche des êtres vivants, il ne s'occupe que de contrats de vente ou d'échange. Un être humain a le droit de représenter la personne juridique, qui est un titre. On lui demandera s'il « est Monsieur/madame JOJO TARTENPION », il peut dire oui ou « non je ne suis pas cette personne juridique mais j'accepte de la représenter dans ce tribunal ».

Si un être vivant a commis un crime comme tuer un autre être vivant, l'État l'attaque en justice car il a perdu le fruit potentiel du travail de la victime pour ce qui lui restait de temps d'existence s'il n'y avait eu ce meurtre. Le condamné doit « payer » pour son crime et aller en prison pour « payer sa dette » à la société.

L'être vivant n'est soumis à aucune loi humaine. Selon le principe « le créateur ne peut pas être soumis à sa création ». L'homme ne peut écrire que des lois qui le protègent, des droits, mais pas des lois qui l'obligent.

Dans l'absolu, l'être vivant n'a qu'un seul droit aux yeux de la loi humaine : le droit de pouvoir être représenté par une personne juridique dans un tribunal. Il peut aussi se passer de ce droit à tout moment et ne pas représenter cette personne.

L'être vivant ne peut être soumis à aucune obligation, car pour lui seules les lois naturelles s'appliquent. En tant qu'esprit incarné (ou animal ou objet conscient selon une vision plus matérialiste), nous ne pouvons être soumis qu'aux lois universelles ou naturelles.

La non obéissance

On parle négativement de l'agissement libre : « hors-la-loi » ou « anarchiste ». La désobéissance civile serait comme un agissement actif contre l'obéissance civile, jugée normale.

L'obéissance n'est pas naturelle, elle n'est pas une qualité de l'esprit.

L'esprit n'obéit pas, il agit librement selon son jugement souverain.

La non-obéissance est naturelle.

Le consentement à l'autorité extérieure

La pensée esclave consiste à accepter qu'une autorité extérieure ait un pouvoir légitime sur l'être vivant. Cette autorité prend de multiples formes dans le paradigme de l'idéologie dominante :

- Lois humaines
- Lois physiques (ou autorité de la matière)
- Autres lois transcendantes

Elles correspondent chacune à une forme de consentement :

- L'être est dominé par d'autres êtres ou des fictions (juridiques)
- L'être est dominé par des concepts mentaux

- L'être est dominé par une supposée autorité suprême inconnaissable

Dans le matérialisme l'esprit est l'esclave des processus inertes.

Dans le dualisme l'esprit est l'esclave de l'inconnaissable.

Dans l'idéalisme, l'esprit est souverain par nature : il n'est contraint par aucune « cause extérieure » ou influence autre que lui-même.

Souverain face à l'information : apprendre à éviter le piège du creuseur de mensonges

Ce point est très important, il est malheureusement souvent omis ou négligé, menant à une quête sans fin de vérité sans aucun critère pour discerner le vrai du faux.

On ne peut pas être souverain si on croit à des mensonges !

Quelle autorité extérieure nous soumet à son consentement lorsqu'on croit à un mensonge ?

Il est absolument primordial de prendre conscience que la dépendance à l'exactitude d'une information induit une représentation des faits basée sur une croyance.

J'ai développé en partie ce thème, qui nécessite davantage qu'une section de ce document. Je me contenterai de donner quelques clés essentielles :

- Toute information qui est une analyse, un rapport de faits, une théorie ou toute autre forme de contenu non perçu ou non vérifiable doit être considérée comme douteuse, potentiellement fausse. Ce genre d'information est rejetée dans la représentation idéaliste et pour les fondements ou objectifs d'une société idéaliste.
- Il est inutile de théoriser sur les intentions cachées derrière ce genre d'information, pour savoir par exemple s'il est le résultat d'une action volontaire de tel personnage d'un certain camp qui défend une certaine idéologie, selon ce qui est écrit dans des articles en ligne ou des livres correspond à ce qu'« on » a bien voulu nous faire parvenir comme information. Une telle chaîne de causalité issue d'interprétations de faits invérifiables ne pouvant être qu'une impasse supplémentaire éloignant de la réalité.
- Une information ne devient pas vraie parce qu'elle est répétée. C'est une évidence ? Je l'espère. Une information n'est pas non plus vraie lorsqu'on condamne (ou qu'on regarde simplement bizarrement) celui qui s'interroge sur la réalité de son contenu ou de la théorie.

L'histoire qui nous est présentée, comme un spectacle dans lequel nous sommes des acteurs forcés de suivre un scénario, repose sur une certaine représentation de la réalité qui nous a été inculquée par la répétition. Celle-ci a été inversée, c'est-à-dire qu'elle a fait de l'être une irréalité soumise à la prétendue réalité des objets. Le réel intérieur du sujet (subjectif) a été

éliminé et remplacé par le réel extérieur objectif. Pour bien comprendre cela, il faut parvenir à concevoir une représentation inversée. Je propose des clés de l'idéalisme et de la perception dans un autre document et des séminaires.

Je constate maintenant à quel point notre vision de la réalité est bien conditionnée, avec des automatismes, des affirmations avancées comme des vérités établies alors qu'elles ne sont même pas potentiellement vérifiables pour la plupart.

Il est étonnant de remarquer que beaucoup croient que la fameuse structure en double hélice de l'ADN est corroborée par une vérification, une observation directe de la molécule pour en voir la forme. Il n'en est rien : la double hélice est un modèle, considéré par la communauté scientifique comme le meilleur actuellement. Watson et Crick ont imaginé la molécule de la vie comme deux serpents enroulés, comme par hasard ! L'image tridimensionnelle du caducée d'Hermès, symbolisant la médecine et diverses autres choses occultes comme l'OMS, et il semble selon la communauté scientifique (qui n'a pas de voix réelle mais qui affirme beaucoup de choses) que ce modèle est le meilleur pour décrire la forme de la supposée molécule invisible. Suis-je en train de dire qu'une intention occulte se dissimule derrière tout cela ? Cela serait contraire à mes recommandations. Ce symbole existe aussi dans l'inconscient collectif, il est difficile de déterminer ce qui proviendrait d'une intention délibérée d'un personnage incarné ou d'une sorte d'intuition spirituelle. Je ne perdrais pas mon temps à le déterminer, ce qui compte est que les symboles existent, ils sont en eux-mêmes des faits observés, reliés entre eux par le sens de leur symbolique.

En ce qui me concerne, je m'interroge plutôt sur la question que sur la réponse : une molécule a-t-elle vraiment une forme ? La théorie quantique a répondu non, il y a un siècle...

L'espoir du sauveur

L'idée d'un sauveur est belle, malheureusement elle enfreint la bonne conduite idéaliste : il s'agit d'une fiction, qui place l'être spirituel sous la domination d'une certaine autorité bienveillante extérieure. Attendre que la réalité extérieure punisse le mal et libère le bien n'est pas une attitude souveraine. Chacun doit plutôt se considérer comme libre dans l'absolu, c'est par sa propre attitude et ses interactions en coopération avec les autres qu'il peut procéder à sa véritable libération de toute prison physique, émotionnelle, mentale et spirituelle.

Le fait de ne pas croire au sauveur, de ne pas l'attendre et de prendre en main son existence n'empêcherait sûrement pas un éventuel sauveur bienveillant de vous permettre d'obtenir le salut. Si vous croyez qu'il en est ainsi, questionnez-vous sur la bienveillance du sauveur auquel vous pensez qui punirait ceux qui « ne croient pas ». (Jésus n'est-il pas un exemple de l'attitude souveraine ?)

Prière et loi d'attraction

Il existe de nombreux ouvrages et vidéos à propos de la loi d'attraction ou loi de l'attraction. Le principe est répété par des conférenciers et guides spirituels : il faut s'imaginer dans l'état où l'on a obtenu la récompense que l'on souhaite obtenir. Par exemple, en cas de sécheresse on explique qu'il faut se faire

croire qu'on est sous la pluie, qu'on la voit et l'entend, qu'on sent l'eau couler sur soi etc. Généralement, cela ressemble à une sorte d'autosuggestion, à une façon de tromper ses sens et son mental pour que la volonté de l'esprit puisse éventuellement s'accomplir, en modifiant ce qui est manifesté.

Il est vérifié que cela fonctionne pour certaines choses, surtout des choses ou accomplissements matériels. Le problème est que c'est spécialement difficile pour ce qui nous touche réellement : comment le dépressif (ou plutôt l'esprit lucide qui ne peut pas consentir à s'adapter à sa situation de souffrance et d'ennui) peut-il parvenir à se sentir heureux, en faisant semblant pour le devenir ? S'il le pouvait, cela ne suffirait-il pas à résoudre immédiatement le problème de mal-être sans aucune modification extérieure ? À moins de changer d'autres choses dans sa situation et ses pensées, cela ne peut pas marcher. D'ailleurs, serait-ce vraiment profitable de se convaincre que tout va bien si on a estimé que la vie est insupportable ? On ne fait souvent que réaliser le non-sens de notre envie profonde, incompatible avec cette existence.

À la difficulté pratique de cette méthode s'ajoute un problème de principe, qui n'est pas indiqué par les gourous modernes et les auteurs de best-sellers sur la réussite personnelle et l'obtention de richesses. Il est en effet important de ne pas se placer comme demandeur à la machinerie extérieure. Toute demande ne doit être faite qu'à soi-même, le véritable Soi supérieur qui est notre être complet. Sinon, il s'agira d'une action menant à une réaction automatique opposée : tôt ou tard, il faudra en payer le prix. C'est un consentement à demander à l'extérieur inconnu, à attendre et à espérer un retour. Par cette

action, c'est l'extérieur qui récoltera les fruits de la volonté altérée, de l'intention devenue désir ou une tentative de comble du manque. On demande l'accomplissement de la volonté extérieure par ses mécanismes, qui sont associés à l'effet opposé qui va se propager et revenir sous une forme modifiée.

L'esprit ordonne au réel

L'intention du changement et de l'amélioration de sa vie, que ce soit par des modifications précises visualisées ou par une volonté vague et abstraite, doit se faire comme un décret du moi au Soi. Je suis celui qui existe, qui vit, qui est conscient, qui ressent et qui souffre. Je suis l'autorité de la volonté incarnée, et j'en informe tout mon Soi.

L'être est libre : il exige ce que doit être sa réalité.

Il ne prie pas l'extérieur inconnu de lui répondre.

Il n'a rien à donner en retour à « quelque chose ».

L'être qui ressent informe le Soi de sa volonté.

Le principe de la Machine

Soit il faut comprendre le système, soit comprendre directement une autre façon de voir. Nous sommes conditionnés à penser d'une unique façon, qui ne permet aucune autre. Qu'est-ce qu'un système et devons-nous vivre (exister) dans un système ?

Le système correspond à tout ce que nous n'avons pas nous-mêmes pensé. (Selon cette définition, « sortir du système » correspondrait à se défaire de toute croyance et de ne vivre que selon ses propres pensées et perception : c'est penser et vivre selon le paradigme idéaliste.

Voici les points importants du système, les piliers du contrôle des individus :

1. **Hiérarchie pyramidale** (=> il existe une autorité).
2. **Paradigme matérialiste / dualiste** (obtention du consentement à l'imposition de dogmes, ne s'applique pas au niveau le plus haut).
3. **Lois** (pour détenir la propriété et contrôler les échanges), institutions et forces armées pour les faire appliquer.
4. **Noms (mots)** pour identifier les éléments de propriété et d'échange (dont les humains, d'où la carte d'identité devenue obligatoire grâce aux nazis, voir « fraude du nom légal »).
5. **Contrôle de l'information** (narratif basé sur les mots brevetés, une publicité et conditionnement permanent dans la pensée du système).

6. **L'objectif des concepteurs.** Tout système ou machine sert un but. Celui-ci sert les intérêts de ceux qui le détiennent (tout s'inscrit dans ce but).

Tout le reste en découle : la médecine est brevetée, comme la science, l'éducation, la monnaie, la planète et ses éléments, l'eau, l'air, le vivant.

Tout appartient à ceux qui ont mis en place et détiennent le système de brevets.

Ces six points sont liés : ils correspondent à une même conception de l'existence par des maîtres et une autre imposée au reste.

La représentation idéale

Cette section sur la représentation mentale du réel et sur la perception est développée dans mes autres ouvrages, notamment « L'enchantement du 144 » et les petits guides, ainsi que mes vidéos et conférences. Des séminaires sont proposés pour une formation rapide à l'ouverture aux perceptions, pour étendre sa conscience au-delà des sens limités et pour retrouver sa *connexion l'esprit*, le motif véritable de la quête spirituelle inéluctable.

Il est important de constater que la manipulation que subit l'humanité se base sur une mauvaise représentation du réel, qui a été inculquée depuis notre naissance et dans l'inconscient collectif.

Ce point est crucial, pourtant il est rarement expliqué. Ou alors, quand il l'est, il est présenté ou compris comme un aspect secondaire, sans importance. Selon moi, c'est plus essentiel à comprendre que les règles dans le jeu de l'incarnation et les détails de la situation ou l'état de ce monde.

La représentation du réel qui a été inculquée nous fait croire que nous sommes des objets. Elle en a besoin, sinon on ne pourrait pas justifier notre subordination à des fictions.

Les deux représentations de l'existence

La perception existe, c'est un fait irréfutable. Il n'existe aucune connaissance qui préexiste à l'acte de connaître. La perception est fondamentale, nécessaire à toute supposition sur le réel.

Existe-t-il autre chose que ce qui perçoit (l'esprit) et qui ne peut-être perçu ? (distinction de nature entre le sujet et l'objet) :

1. Non : il n'y a que l'esprit. Monisme de l'esprit (idéisme).
2. Oui : dualisme esprit-matière. (Devenu dualisme matière + *éventuellement autre chose.*)

L'idéalisme est la représentation contraire au dualisme ou au *réalisme*, ce dernier étant une forme de dualisme.

L'inversion du réel

Voilà ce qu'on me dit souvent : « Ce qui est réel, c'est mon corps, mon cerveau, mes neurones et mes synapses, l'activité cérébrale etc. »

C'est la fameuse « évidence » inversée de l'illusion.

Nos sensations diverses permettent de produire en imagination des concepts comme la matière, le solide et le liquide, les objets et les processus.

La sensation de réalité provient de la perception.

Ce qui est réel, c'est le fait que nous percevons et pensons.

On ne peut pas affirmer que l'idée de matière définie par la physique est plus réelle que la pensée qui l'a produite, et que c'est cette idée qui aurait créé la pensée qui la perçoit et la conçoit.

« Il faut le dire encore, la grave objection qui s'élève contre le matérialisme, c'est qu'il repose tout entier sur un acte de foi, sur la foi en l'existence du monde extérieur, c'est qu'il accepte

pour objectivement vrai ce qui, du point de vue de l'expérience psychologique, n'est qu'une illusion naturelle très forte. » (Jules de Gaultier)

« Nous devons simplement dépasser notre addiction à l'Illusion Suprême et comprendre que le monde physique objectif est une construction de l'esprit. » (Eben Alexander)

« Le matérialisme requiert ainsi un doublement de toute la réalité : il présuppose un « univers extérieur » abstrait et indémontrable à côté de l'univers connu, concret et indéniable de l'expérience directe. » (Bernardo Kastrup)

Pourquoi rejeter les dualismes ?

Tout réalisme ou dualisme (*« il existe quelque chose qui n'est pas la perception et la pensée »*) se traduit par des contradictions et des dogmes, qu'ils soient religieux, scientifiques ou sociétaux.

1. Contradiction entre l'hypothèse et le but fixé
2. Porte ouverte à l'inconnaissable, donc à l'arbitraire et aux dogmes imposés de l'extérieur
3. Conduit à défendre des fictions, des abstractions et des irréalités au détriment de l'épanouissement du réel vivant.

Les dualismes nous font consentir à jouer à un jeu dont nous n'avons pas les règles. Ces voies ont été choisies car elles permettent un meilleur contrôle social. Contrôle qui est dans son essence et qui s'impose à tous les domaines, inéluctablement.

Le choix de l'idéalisme

- **Logique métaphysique** : seule représentation non-contradictoire de l'existence (Jules de Gaultier)
- **Vision la plus pragmatique, simple et fonctionnelle**
- **Le matérialisme est incompatible avec de nombreux faits établis. Le dualisme est contradictoire. L'idéalisme est pertinent, correct et suffisant.**
- L'évidence : pourquoi adopterait-on une conception de l'existence qui ne présuppose pas et explique encore moins la perception et la pensée ? Pour quelles raisons adopter le dualisme ou le scientisme comme mode de pensée sur lequel se base l'existence et la société ?
- Seule la représentation idéaliste est compatible avec la liberté et la souveraineté de l'être spirituel.

	Dualisme matérialiste	Idéalisme
Compatible avec le fonctionnement général régulier de l'univers matériel (*)	Oui	Oui
Parle du connaissable	Non	Oui
Logique métaphysique : cohérence entre le but métaphysique et le moyen de l'atteindre	Non	Oui
Compatible avec tous les faits observés sur le fonctionnement du cerveau	Non	Oui
Compatible avec les effets observés de la volonté sur les processus physiques	Non	Oui
Intègre toutes les anomalies	Non	Oui
Explique ses propres objets (**)	Non	Oui
Donne un sens défini à l'existence	Non	Oui
L'être conscient est maître de sa réalité (souverain)	Non	Oui
N'a besoin d'aucune émergence magique	Non	Oui

de choses de natures différentes		
Objectif métaphysique atteint (***)	Non	Oui

(*) Le fonctionnement décrit par le matérialisme est produit par notre pensée. C'est le comportement normal des idées (du processus de la pensée) en l'absence d'effet de la volonté. La théorie matérialiste est donc incluse dans l'idéalisme, mais pas en tant que métaphysique : en tant que description simple des phénomènes qui se produisent dans la pensée et de l'effet de la volonté.

(**) l'idéalisme objectif analytique explique simplement comment la pensée crée des objets de la pensée, tandis que dans l'autre sens le matérialisme essaye de résoudre des problèmes insolubles d'émergence, comme celle de la pensée à partir de processus matériels, la rendant miraculeuse et inutile, voire illusoire.

(***) Au sens de Jules de Gaultier : « une représentation harmonieuse en toutes ses parties du phénomène de l'existence, non contradictoire et satisfaisante pour l'esprit. »

Dans le matérialisme l'esprit est l'esclave des processus inertes.

Dans le dualisme l'esprit est l'esclave de l'inconnaissable.

Dans l'idéalisme, l'esprit est souverain par nature.

Conséquences de l'idéalisme

Comparaison entre le dualisme et l'idéalisme

Matérialisme (Dualisme)	Idéalisme
Il existe quelque chose, hors de la perception et de la pensée, qui agit et crée les éléments et processus qui produisent la pensée pour l'observer	« Ce qui perçoit et qui pense » produit les éléments à percevoir en pensée
Le monde est extérieur à l'esprit (réalisme)	Toute chose est un phénomène de l'esprit
La réalité perçue est une illusion	Ce qui est perçu est la réalité
La véritable réalité est inaccessible	La réalité est tout ce qui est connaissable
La conscience est un épiphénomène matériel	La matière est une forme d'idée produite par l'esprit
Les raisons, le but et le sens de l'existence sont inexistants ou proviennent de la réalité inconnaissable	Les raisons, le but et le sens de l'existence sont donnés à chaque instant par l'être qui perçoit la réalité
Vision utilitaire de la vie et de l'existence : « je sers un maître »	Vision spectaculaire (esthétique) de l'existence : « je sers la perception »
L'être consent à être soumis à ce qu'il ignore	L'être est souverain de sa réalité : nul ne peut décréter : « tu dois vivre ainsi »
Les êtres vivants sont dominés par des choses inertes et mortes (abstractions, fictions, virtualités)	La vie est au-dessus de toutes les abstractions et choses inertes
Les êtres vivants sont tributaires d'une entité extérieure (Lois, Dieu) qui décrète ce qui est légitime.	Chaque être est au niveau hiérarchique de l'Esprit originel et toute perception est d'égale valeur à une autre. Chaque être est souverain.

L'inutilité de l'être

La Machine demande à la vie de la servir. Chaque être vivant, conscient ou non, doit devenir un rouage utile pour son fonctionnement. Tout ce qui lui porte atteinte est combattu. Le bien commun, indéfinissable et qui favorise systématiquement le contrôle, est privilégié au bien-être individuel, parfaitement défini pour chacun et totalement éludé dans la conception actuelle dominante de l'existence.

C'est le choix qui est à faire : la vie et l'existence, ou la mort et les règles.

Est-il acceptable que l'être vivant se sente comme un élément dérangeant d'une chose abstraite, fictive et malsaine comme « le système » ou « la société » ? Des irréalités qui sont des créations du vivant et qui devraient le servir ou être oubliées.

Le système ou la société ne se justifie que s'il est utile à l'être, non l'inverse.

L'enfer c'est lorsque l'esprit n'est pas libre, quand sa propre création le domine.

Le but de l'existence est que la vie s'exprime (et non la mort).

La vie est un jeu

Que ce monde est triste et austère ! Cela ne correspond pas à ma conception de l'existence. Ne sommes-nous pas nés pour vivre en s'amusant. Mon objectif n'est pas de devenir le rouage utile d'une machine optimisée pour le rendement. Le rendement de quoi ? Au profit de qui exactement ? S'amuser n'est pas seulement se lobotomiser par des divertissements idiots et

malsains sous prétexte de « se vider la tête ». Cela doit être l'activité principale de l'existence.

L'épanouissement de soi n'est pas supposé être un combat contre le monde et une torture pour l'individu.

Vers une société vivante

Le monde de La Machine est une société marchande constituée d'objets (morts).

Au contraire, la vision idéaliste va dans le sens de l'esprit et de la vie.

Au lieu d'une sorte de punition collective infligée aux être vivants par une entité fictive inerte, faisons de notre réalité un rêve de l'esprit. Tout semble fait pour empêcher la quête spirituelle en ce monde. C'est son principe, qui est en sens opposé de l'esprit. Nous semblons arriver à un point critique, où l'être qui recherche un peu de liberté n'a nulle part où la trouver. Même un peu de paix est un luxe inaccessible.

Que faire si on interdit à l'être d'exister ? Si le fonctionnement d'un système est privilégié et que la vie doit le servir ?

Est-ce vraiment ce monde que désire votre esprit ?

Au fond de vous, vous savez ce que vous voulez être et comment vous voulez exister et vivre.

Pourquoi consentir à être limité ? Est-ce l'esprit qui affirme que vous êtes limité, inachevé et élève de l'existence ?

Remarques sur le réel et les règles

Ce qui existe ne peut pas être soumis à ce qui n'existe pas. Ce qui a une *existence en soi* ne peut pas être contraint par ce qui est purement imaginaire.

Le réel est ce qui est légitime. Ce qui est légitime est donc l'être vivant, la conscience, la perception et l'esprit.

Les lois, règles et normes, sont des concepts purement imaginaires, des élaborations mentales imperceptibles et (en pratique) invérifiables, du point de vue de leur éventuelle authenticité historique. Mais même si on parvenait à établir celle-ci, il n'en reste pas moins que l'être conscient ne peut pas être forcé à s'y soumettre.

Ce qui a été dévoilé par l'OPPT est qu'on nous a intégré à un système esclavagiste mondial, où des sociétés privées font travailler les « citoyens » depuis qu'elles ont pris frauduleusement et discrètement le contrôle des gouvernements, et se faisant passer pour tels dans une parodie de démocratie. Il a été établi, de façon légale, que seuls les êtres humains peuvent créer et agir dans ce monde pour *produire quelque chose*.

La fraude du nom légal peut ressembler à une sorte de tour de passe-passe, un simple divertissement de plus. Vous pensez peut-être que c'est juste symbolique, amusant, futile et sans importance. Vous avez sans doute raison : les plus puissants de ce monde, dont le pape, ne s'occupent que des choses futiles et ils vous laissent décider librement de tout ce qui est le plus

important. Vraiment ? N'est-ce pas ***réellement choquant de se savoir considéré comme mort*** ou comme un objet inerte, et d'être traité (jusqu'à la re-traite) comme du bétail servant à travailler et à subir diverses expériences sociales et médicales ? N'est-ce pas un peu révoltant ?

De quoi décidez-vous réellement dans votre existence, dans votre quotidien, dans les choix de société ? Est-ce vous qui avez décidé de créer le nouveau rond-point près de chez vous ? N'est-ce pas plutôt le résultat d'un programme, imperceptible et invérifiable dans votre réalité ?

Notre mort symbolique dans leur jeu de pouvoir est effectivement une fiction, mais elle sert tout de même de base à notre réalité et aux règles qui nous ont été imposées.

La vie n'a pas dit son dernier mot. Comment la vie et l'esprit pourraient-ils perdre contre la mort et *ce qui n'existe pas* ? Nous sommes là, nous sommes l'expression de la vie et nous exprimons les messages de la vie.

La vie et l'esprit feront toujours en sorte que les interdictions et les impossibilités deviennent des possibles puis des réalités. La mort a perdu ; elle n'existe pas.

Ne plus nier le réel

Nier le réel, ce n'est pas seulement mentir éhontément sur les événements ou affirmer des absurdités contraires au bon sens, tels les journalistes expliquant sous la pluie pourquoi la sécheresse est si terrible cette année pour les nappes phréatiques vides selon les simulations et la théorie de terre trop sèche de la société qui s'est appropriée l'eau publique.

Nier le réel, c'est aussi nier l'être. C'est nier la réalité de la conscience, de la perception, de la pensée, des émotions, pour prétendre que le seul réel est une vague notion abstraite de matière.

Nier le réel c'est nier l'évidence. N'est-il pas évident que les fondements de notre société sont mauvais et que c'est une réelle impossibilité de changer sa direction en gardant les mêmes fondements ? La théorie n'est pas forcément facile à comprendre, il faut un certain temps pour que cela devienne une évidence, c'est-à-dire une compréhension réelle en tant que perception. Mais si cela n'est pas encore évident, ce qui l'est est l'échec actuel de ce système rigide à répondre, de façon encore un peu humaine, aux attentes naturelles de l'être.

Les besoins de l'être incarné ne se limitent pas à l'ingestion de nourriture sous forme de matière, à avoir un habitat solide et confortable, et à pouvoir profiter de quelques divertissements abrutissants en dehors d'un travail. L'humain est tellement productif qu'il faut des parasites partout, que la plupart des métiers du système ne créent rien et soient des freins au développement. Je l'ai vécu moi-même, j'étais ingénieur et je participais au développement de systèmes servant uniquement à faire payer des humains pour se déplacer. On doit sans cesse rendre malade pour continuer de soigner, non de « traiter », de plus en plus. Vous avez un problème de santé chronique, on ne vous en guérit pas, on le traite. Ainsi vous avez non pas un, mais au moins deux problèmes ensuite : votre maladie initiale toujours là, une contrainte liée au traitement, et éventuellement d'autres problèmes se rajouteront comme effets secondaires indésirables.

C'est la méthode constamment employée, on crée de nouveaux problèmes, de façon virtuelle ou réelle, puis on propose une solution qui permet de l'intégrer en tant que problème permanent. C'est dans le principe fondamental de fonctionnement de la machine et s'étend à tous ses processus. La seule façon de résoudre réellement un problème est de le faire disparaître. Mais cela ne peut jamais être le sens

Il est intolérable de nier l'être et sa liberté. Vous n'êtes pas nés ici dans ce corps pour que des inconnus décrètent ce que doit être votre vie et votre façon de penser. Ils auraient vraiment la légitimité d'interdire à un nouvel être bienveillant de se donner le droit d'utiliser un petit morceau de terrain ? Nous savons que ce ne sont même pas de véritables représentants mais des usurpateurs, qui ont tout donné à leurs sociétés privées. Cela a été officiellement et légalement établi, cela n'a pas été réfuté, et l'évidence est là devant nos yeux. Il ne s'agit pas ici de « faire de la politique » ou de discuter d'une éventuelle conspiration : nul ne peut nier que je ne suis pas libre et que suis soumis contre ma volonté à des règles que je déclare injustes. Nier ceci, ce serait nier ma réalité.

L'essentiel à retenir

Ce monde de La Machine est régi par des règles contraignantes qui tentent de s'imposer à l'être vivant : soumission à des abstractions et fictions telles que des lois humaines.

L'imposition de ces règles de contrôle se base sur plusieurs piliers :

1. **Une histoire** enseignée.
2. **Des documents** dits authentiques et *officiels* (dont l'authenticité et l'officialité sont supposées garanties par d'autres documents officiels...)
3. **Une représentation de pensée** où l'on peut assimiler l'esprit (ou la conscience) à l'être humain, puis réduire celui-ci à son corps physique, un objet, et enfin confondre le corps avec une fiction légale (la personne juridique).

Des autorités sont imposées à l'être conscient et à tous les êtres vivants (sauf quelques maîtres du jeu, autoproclamés) :

- **Les règles et les institutions sont illégitimes** ; par essence elles sont inférieures à l'autorité suprême de l'être vivant.
- **Les institutions sont illégales dans leur propre système de lois.**
- **La France n'est pas un État de droit** : il n'y a pas de séparation des pouvoirs, la hiérarchie des textes de loi est bafouée ; nous ne pouvons pas faire valoir nos droits dans le système qui a été mis en place.

Être libre implique en premier lieu de ne pas se concevoir comme esclave. Or la représentation mentale de l'existence, sur laquelle est basé tout le jeu de la société, est faite sur la base de l'hypothèse de la soumission de l'être vivant à une autorité extérieure à sa réalité. Cette autorité est justifiée sur une abstraction, arbitraire et inconnaissable, donc indéfinissable et invérifiable de façon satisfaisante. Elle se proclame elle-même légitime, par des idées symboliques qui sont exclues de toute possibilité de représentation mentale, d'obtenir définition absolue et unanime en toute situation, telles que : Le bien et le mal, Dieu, l'utilité, le bien commun, le progrès etc.

Le souveraineté n'est compatible qu'avec la représentation idéaliste. Dans cette conception de l'existence, chaque esprit incarné a le droit naturel d'exister, de vivre, de penser et d'agir selon ses aspirations et ses perceptions. Par réciprocité, chacun respecte la souveraineté de l'autre, toute interaction devant s'effectuer en accord, sans contrainte imposée par l'un ou l'autre qui ne serait pleinement consentie par l'autre.

Il est utopique de songer à passer d'une société aussi profondément ancrée dans la représentation dualiste-matérialiste avec son système de règles marchandes à une société idéaliste d'êtres souverains. Mais toute réalité qui se manifeste a d'abord été une possibilité dans l'imaginaire : ce n'est qu'en concevant en esprit et en pensée la liberté qu'il est possible d'enclencher le premier pas vers une réalité.

Faire ce qui me semble juste plutôt que ce qui est légal, laisser une place aux nouveaux arrivants dans cet univers, qui rêvent d'exister en liberté et de pouvoir s'exprimer.

Je suis un être conscient, un esprit incarné dans un monde matériel mental.

Je suis souverain par nature, libre de vivre et de concevoir ma propre existence.

Je suis l'esprit qui s'exprime, à travers moi. Ceci ne peut pas être réfuté ou nié : c'est ma réalité.

Que peut-on faire concrètement ?

Quelles règles utiliser ?

Vous avez pu constater qu'en France l'illégalité est à tous niveaux. Une action de défense peut être effectuée dans un tribunal, mais il ne faut pas oublier que celui-ci est illégal du fait de sa dépendance à la société privée du ministère de la justice. Mais cela les oblige aussi à jouer dans leurs règles sans les enfreindre.

Je conseille au maximum d'utiliser ce qui a été dévoilé sur la fraude du nom légal et le fait qu'en tant qu'être humain (ou être vivant conscient, esprit incarné, selon votre préférence) vous n'êtes pas réduit à votre personnalité juridique.

Faut-il sortir du système ?

Faut-il agir de façon à sortir complètement du système ?

Certains veulent récupérer les originaux des documents « les » concernant. Mais ce ne sont que des papiers du système. Vous ne devenez pas plus réel en ayant la propriété de votre acte de naissance original.

Rappelez-vous que vous n'êtes pas dans le système, mais que l'on tente de vous maintenir dans l'idée que vous y êtes, totalement soumis aux règles pour votre bien. C'est comme ça ! En réalité, le pion dans le système est votre personne juridique, qui appartient aux maîtres, car tout le jeu leur appartient.

Je ne suis ni mort, ni un citoyen, ni quoi que ce soit qui me limiterait dans un jeu que je n'ai pas choisi, en tout cas pas en conscience et lucidité. Je suis ce que je suis, je me découvre un peu chaque jour.

Nous avons souvent trop tendance à continuer de penser dans le cadre du système pour s'en sortir. Or c'est une façon d'y rester !

Mieux vaut penser de moins en moins aux problématiques du système et se préoccuper davantage de ce que l'on souhaite créer et vivre.

Le problème des banques et de la monnaie

Contre l'autorité des gouvernements banquiers, il est assez simple de se défendre physiquement en adoptant une posture souveraine. Mais ils ont mis en place des outils pour impliquer au minimum les humains et en automatisant les sanctions, toujours financières évidemment. Ils n'ont plus besoin d'envoyer un agent saisir votre argent : ils peuvent le prendre directement sur vos comptes ! Cette problématique ne sera pas résolue par la disparition des banques et de l'argent liquide. L'élément crucial est la centralisation et le contrôle des paiements, quelle qu'en soit la méthode et les outils. Tant que ce sont les parasites dont on veut se libérer qui disposent de tous les moyens et que nous continuons de les utiliser, ils restent les maîtres. Ceci est valable aussi pour les ressources et les infrastructures communes.

La société idéale est sans monnaie, car la vie ne fonctionne pas sur les principes du commerce et des contrats. Nous avons été habitués à l'idée que la liberté d'agir serait forcément néfaste et que . Nous avons été conditionnés à croire que la contrainte des contrats était une nécessité pour notre bien. Toujours la voie du mal pour le « moins pire ». Finalement, ces fondements font en sorte qu'il en est ainsi, et que dès qu'une brèche est ouverte des profiteurs s'y engagent au détriment des autres. Nous en sommes venus à une situation où, afin de supposément empêcher les petits abus locaux de prise de possession ou abus de pouvoir, qui devraient se régler avec intelligence, seuls quelques nantis possèdent absolument tout et ont tous les pouvoirs. Or ce ne sont pas les meilleures références d'être bienveillants, humains, incorruptibles et désintéressés par le pouvoir... ce sont précisément les pires, ceux qui conditionnent le peuple avec leur manière de penser nauséabonde, ceux qui sont en guerre contre la vie.

Reprendre ce qui doit être public

En théorie, les réseaux électrique et des télécommunications appartiennent au peuple et non pas à des sociétés privées. Tout comme l'eau et tout ce qui est à disposition naturelle ou qui est considéré comme nécessaire et fondamental à l'existence, par exemple avoir un endroit pour vivre.

Tout ce qui est supposé être public a pratiquement été accaparé par un groupe privé. Que faire ? Doit-on leur laisser ?

Il faudrait reprendre les terres et des ressources qui ont été volées, reprendre le contrôle des infrastructures ou en reconstruire d'autres à la place. Il est évident que ceci ne pourra

pas se faire par quelques individus isolés, car ces éléments gênants sont rapidement réduits au silence. Il faut nécessairement une volonté générale, ou au moins des actions impliquant un certain nombre d'individus. Cela ne semble pas d'actualité, mais en théorie cela pourrait se faire rapidement : il suffit de dire non aux maîtres et d'agir ensemble.

Qui ne dit mot consent

En France, comme dans beaucoup d'autres fictions appelées pays ou nations, certains principes sont appliqués :

- nul n'est censé ignorer la loi
- qui ne dit mot consent

Bien évidemment, pratiquement tout le monde ignore la loi, que ce soit dans ses détails avec les innombrables (et toujours plus nombreux) décrets, arrêtés, circulaires et autres décisions arbitraires en tous sens comme des « directives européennes », ainsi que les règlements et les normes spécifiques, mais aussi dans le fonctionnement général et l'organisation. De plus, il est évident que pratiquement tout le monde, incluant les spécialistes du droit et les agents du système, ignore totalement les fondements des lois. Ignorer au sens de ne pas les connaître ou de faire comme si ces fondements n'avaient aucune valeur et qu'il n'y avait rien à voir.

En laissant tout, en donnant notre voix ou en ne disant mot, nous consentons à tout.

Se déclarer souverain

Un pas vers la liberté peut être franchi en faisant une déclaration, privée ou publique, par écrit ou oralement. C'est symbolique, mais pas seulement : c'est une intention, une volonté, un décret qui est manifesté et que nous (et les autres) percevons comme réel. C'est aussi un message entendu par notre « moi ».

Voici par exemple celle que j'ai faite en vidéo en juin 2023, diffusée publiquement sur plusieurs sites et réseaux sociaux et vue plus vingt mille fois :

<https://facebook.com/eve.rard.52/vidéos/957142792258466>

Produire ses propres documents authentiques

Les maîtres ont créé un jeu avec ses règles et ses documents qu'il authentifie lui-même. Or votre autorité est supérieure : vous avez la légitimité de produire des documents plus authentiques. Ceux-ci sont créés par l'être vivant conscient qui est le seul garant de l'authenticité du réel.

Certains sites proposent de faire des cartes d'identité souveraines ainsi que divers documents, tels que le certificat de naissance ou le titre de propriété. Vous pouvez vous en inspirer pour élaborer les vôtres.

Qui a certifié que vous n'êtes réellement qu'un être humain dans cet univers tel qu'il est raconté ? Qui vous oblige à admettre que vous êtes de tel pays ou de telle planète, si vous

ne percevez pas ces concepts directement dans votre réalité et qu'ils ne vous correspondent pas ou qu'ils sont trop restrictifs ? Alors rien n'interdit que votre « identité », qui n'est pas vous mais un pion dans un certain jeu, soit décrite comme un être de l'univers, sans nationalité et sans âge.

Condamner les criminels

Des oppresseurs ont décidé de vous imposer leurs règles, ils vous jugent et vous condamnent, alors qu'il n'en ont ni la légitimité ni la légalité contractuelle. Vous l'acceptez ? Pourtant vous êtes, en tant qu'être humain, ou esprit incarné, la véritable autorité suprême du réel. Vous êtes juge de la Cour Suprême.

Vous pouvez juger et condamner publiquement les criminels, informer les agents de votre jugement. Il s'agit de tout mettre en lumière. Nous sommes la vie qui résiste face à l'armée de la mort.

Une société à taille humaine

Si l'on veut garantir la possibilité de participer aux décisions et rendre possible la vérification, la société doit être à taille humaine, à la mesure de nos perceptions et de notre capacité de compréhension.

La centralisation de la gestion, du pouvoir, du contrôle, ainsi que la décentralisation (ou délocalisation) de la production vont évidemment dans le mauvais sens pour l'individu.

Dès qu'il y a des représentants et un maillon invérifiable dans les faits, on retombe dans l'acceptation de l'arbitraire inconnu. Il en est de même de toutes les théories et abstractions, qui ne doivent pas servir à justifier des décisions. Ce qu'on appelle

géopolitique ne devrait pas exister, ou se limiter à une description de tous les choix sociaux et politiques locaux. Toutes les formes et les outils d'optimisation de la production qui se font au détriment de l'individu vivant doivent être exclus d'une société idéale vivante.

En principe, un groupe de quelques dizaines d'humains réunis peut subvenir aux besoins vitaux de chacun. Une ville n'est pas à taille humaine et son objectif n'est pas l'amélioration du bien être mais l'optimisation fonctionnelle économique et sociale. Je vous assure : vivre dans des cages à poules est anormal pour un être humain. C'est anormal aussi pour les poules !

Rencontres et coopération

La solitude et le sentiment de vulnérabilité face à la machinerie inhumaine sont difficiles à vivre. Il est temps de rencontrer d'autres êtres qui, comme vous, aspirent à la liberté.

(Dans une prochaine version du guide, je proposerai un annuaire de contacts, d'individus ou associations.)

Simplement agir librement

À chaque instant, chacun de nous crée sa propre réalité, le changement qui constitue l'expression de la vie. Si vous décidez avec vos voisins d'utiliser un morceau de terrain qui a été réquisitionné par la République ou une autre société privée illégale, que vous y faites pousser des légumes et que vous partagez entre divers habitants alentour, vous créer hors du système.

Il s'agit juste de retrouver la vie naturelle.

Que dois-je ou puis-je faire ?

Vous êtes un être spirituel incarné, vivant dans cet univers. Je n'ai pas à dire ce que vous devez faire ni comment. Personne ne doit le faire à votre place. Vous êtes la référence absolue de votre existence. C'est votre quête de définir ce que vous vivez et de comprendre à quoi vous aspirez.

J'ai donné des suggestions qui me semblent pertinentes et utiles pour envisager une autre manière de vivre en société, sur des bases saines plutôt que

Se demander ce que vous aspirez à vivre, ce que vous voulez faire et de quelle façon, cela doit être

Si quelqu'un devait vous dire ce que vous devez faire pour agir de façon souveraine et libre, vous perdriez votre liberté.

Habituez-vous à penser autrement que par les automatismes qui ont été inculqués.

Soyez créatif, car c'est votre nature de créer.

Soyez vivant face à la mort.

Questions et remarques

Comment répondre à un courrier « officiel »

Vous avez reçu une lettre, écrite en noir, qui « oblige » à faire quelque chose, sous peine de sanction.

Rappelez-vous toujours qu'aucun courrier ne vous est adressé : il concerne les affaires de la personne juridique.

Je conseille d'éviter de se perdre dans les détails ou de se lancer dans des procédures complexes. D'autant plus que vos interlocuteurs ne vont pas comprendre (ou faire semblant de ne pas comprendre) vos arguments.

Vous pouvez répondre, par courrier en lettre recommandée avec accusé de réception de préférence pour officialiser (du point de vue juridique dans le système) votre réponse, avec quelque chose de ce type :

« Je n'ai signé aucun contrat avec vous ou votre société. Je ne vous dois rien.

À quel contrat écrit contenant la signature écrite de la personne faites-vous référence pour interférer dans les affaires de la personne qui me représente ?

Si vous continuez à me harceler, je déposerai plainte. »

De plus, s'il s'agit d'une société de recouvrement quelconque, cela signifie que celle-ci a officiellement racheté votre supposée dette (qui de toute façon n'a jamais existé!). Vous pouvez ajouter :

Je vous remercie d'avoir racheté une éventuelle dette me concernant auprès de...

Ai-je le « droit » de faire sécession ?

Faut-il vraiment un droit pour ne pas être obligé d'adhérer à un système de lois, dans lequel il pourrait ne pas exister de droit pour ne pas y adhérer ? Un tel droit, qui existe, est simplement légitime. Qui aurait l'autorité légitime de vous l'interdire ?

Faut-il manifester dans la rue pour se libérer

Toute action selon les règles est une déclaration d'allégeance au système, qu'il s'agisse de voter, de payer des taxes et impôts ou de manifester. On me dit qu'il s'agit surtout de faire passer le message au reste du peuple et faire des rencontres. J'admets que cela a sans doute une utilité, peut-être pour se sentir plus forts et moins seuls. Cependant, il ne faut pas oublier que les mouvements de révolte ne s'organisent en général que depuis le haut de la pyramide, par les principaux syndicats ou autres organismes supposés représenter des individus. Leur objectif est de détourner tout mouvement spontané avec une réelle volonté de libération en un simulacre ridicule et contradictoire, pour en faire un feu qui s'éteint de lui-même. Les revendications seront toujours très éloignées des préoccupations réelles profondes et elles ne porteront absolument jamais sur les fondements, qui sont pourtant le seul véritable problème qu'on devrait pointer et résoudre.

On peut imaginer le peuple se réunir dans les rues pour revendiquer quelque chose ou se déclarer libre. Mais ensuite,

qu'est-ce qui aura vraiment changé quand chacun retournera chez soi ? Ce geste n'aura aucune valeur en soi.

Ce qui compte est la façon dont chacun agit à chaque instant.

La souveraineté ne se réclame pas

Agir en tant qu'être libre consiste à ne pas se préoccuper des règles arbitraires et des diverses autres fictions. Il n'y a rien à réclamer, car réclamer est un acte d'esclave. Estimez que vous êtes libre, vous n'avez pas à le prouver. C'est à l'autre de justifier sa prise de pouvoir sur vous lorsqu'il tente de vous imposer une règle ou l'acceptation d'un contrat.

La propriété intellectuelle et les brevets

Savez-vous pourquoi les laboratoires vendent des « traitements contre le cancer » et non pas des « soins contre les tumeurs » ? Les mots sont importants, les règles impliquent une utilisation très spécifique. Les mots et leur définition sont nécessairement à la base des règles, avant même la définition des règles elles-mêmes. Ce sont des brevets, le fondement de la propriété intellectuelle puisque ces brevets définissent tout le reste. Avant de produire une « loi » il a bien fallu définir le mot « loi ».

Les mots « souverain » et « souveraineté » sont aussi des brevets du système. J'imagine que les mots esprit ou intelligence le sont aussi. Doit-on limiter de plus en plus d'utiliser les mots, de réduire notre vocabulaire limitant et rendant ardue, voire impossible, toute discussion ? Face à un agent, sans doute. Je n'utiliserais pas le mot souverain pour me qualifier. D'ailleurs il faut tout simplement éviter de se qualifier ou de qualifier les choses dont on parle avec eux. Utiliser « il »

ou « elle » au lieu de « je » pour être sûr que rien ne pourra s'appliquer à soi Mais entre nous, rien ne doit nous limiter. J'utilise donc sans remords et sans crainte le mot souverain dans ce petit guide, avec le sens que j'ai défini moi-même. Sinon, comment pourrait-on encore envisager de parler de liberté ? Je suis libre de m'exprimer, qu'importe le sens qu'ils ont décrété pour « liberté » et « s'exprimer », je définis mon propre réel.

Quels mots utiliser ?

La question peut sembler étrange. Mais les mots ne doivent pas vous piéger. C'est leur jeu de faire en sorte de prendre juridiction sur vous, en vous faisant accepter un contrat.

Un agent vous arrête et veut contrôler quelque chose, il vous demande par exemple les papiers de « votre véhicule », comme la carte grise, les justificatif de l'assurance ou le contrôle technique. Un véhicule est un concept dans leurs lois, celui-ci est soumis à des lois et normes. Mais qui vous oblige à reconnaître votre moyen de transport en tant que « véhicule » ? Il suffit de répondre que votre « valise géante sur roulettes n'a aucun papier ni identité ». Elle n'a pas non plus à être assurée, ne requiert aucun permis pour être transportée avec vous dedans.

Si un agent vous demande où vous habitez, vous pouvez répondre que vous habitez dans une unité de stockage ou une boîte, qui ne sont pas des concepts soumis à une éventuelle taxe ou une expulsion !

Cela peut paraître farfelu, mais leur jeu est absurde, au moins nous avons de l'humour et nous ne soumettons personne à nos caprices. Contrairement à ce qu'ils font, ce n'est pas un crime.

Sinon, pour toute réponse, pensez simplement aux phrases magiques qui fonctionnent presque en toute occasion, indiquées à la fin du document.

Ont-ils le droit de faire ceci ou cela ?

Une question qui revient souvent: « Ont-ils le droit de faire ceci ou cela ? » à propos d'un détail en particulier, comme de nous obliger à adopter un réfugié ou à donner tous nos biens à leur président.

Ils n'ont aucun droit légal : ils sont illégaux dans le système. C'est précisément le problème : ils font ce qu'ils veulent hors de tout contrôle et peuvent décider de tout. La question ne devrait pas être de savoir quelles choses des criminels illégaux psychopathes peuvent et ne peuvent pas décider de vous imposer. Ils ont décrété que tout leur appartenait et que nous devons tous leur obéir, or ils n'ont pas ce droit. Toutes leurs règles n'ont aucune valeur.

Nous avons pu voir pendant ces dernières années que la majorité les laissait faire quand la population a été assignée à résidence par des confinements et des couvre-feux. La population a obéi pour porter des masques, se laver les mains dans chaque magasin, et pour boire uniquement debout. Elle s'est exécutée lorsqu'on l'a forcée à recevoir une injection expérimentale inconnue dans le corps. Tout ceci pour le bien de tous. Avec tant de bienveillance affichée de la part des maîtres,

la majorité continue d'être bercée d'illusions pendant qu'on lui prend tout ce qui lui reste.

Ils n'ont aucun droit, mais ils se les donnent tous et se fichent des nôtres.

C'est à chacun de diriger sa vie

J'entends souvent dire : « Ils font ce qu'ils veulent de toute façon, on ne peut rien faire » Ils font en effet ce qu'ils veulent. Et vous, faites-vous ce qu'ils veulent ou ce que vous voulez ? Si je venais vers vous en vous annonçant que je vous oblige à me payer ou que je vous expulse de votre habitat que je réquisitionne pour moi, l'accepteriez-vous ? Quelle est la différence ? Ce serait même plus légitime de la part d'un être humain que la même injonction faite par une fiction, une entreprise illégale et dont les agents se rendent coupables de crimes contre l'humanité. Au moins vous pourriez me dire simplement « non, je ne te donne rien », tandis que ces mafieux feront tout pour vous intimider et finalement prendre par la force ce qu'ils estiment que vous êtes obligé de leur donner. Vous ne pourrez dire non à personne car tout est fictif, tous vos refus seront niés et d'autres agents prendront le relais pour vous harceler. Tous les rouages de la machine servent à vous obliger à payer votre dette, qu'elle a créée et n'a de cesse d'alimenter.

Les gouvernements sont illégaux, donc ils n'ont aucun droit. Mais la réalité est ce que nous acceptons qu'elle soit. Si l'humanité préfère choisir de vivre sous la contrainte et se plier aux exigences absurdes et changeantes d'une autorité criminelle, il en est ainsi.

Ce n'est donc pas une question de droit ou de légitimité de savoir ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas faire et ce que je peux et ne peux pas faire : c'est le choix individuel de la façon de vivre. C'est à chacun de décider jusqu'où il laisse aller les oppresseurs qui agissent contre lui ou contre les autres

C'est le rôle de chacun de diriger sa vie..

Avancer d'un pas à la fois

Ne cherchez pas à forcer une attitude souveraine d'un seul coup. Il vaut mieux avancer un pas à la fois. Il faut commencer par le désirer et en émettre l'intention. Que cette intention devienne une volonté bien orientée. Puis l'attention fera le reste, en changeant subtilement le mental.

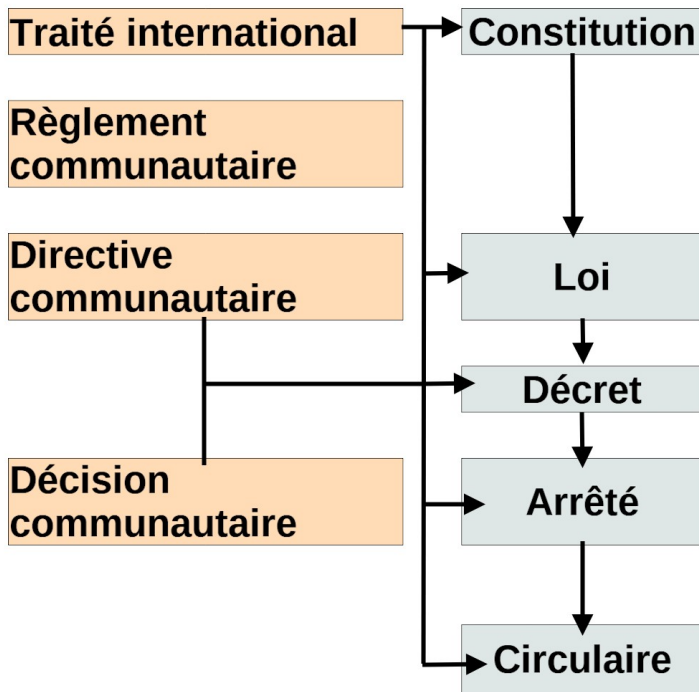
Il est difficile de faire face à des agents qui veulent imposer leurs lois. Ils emploient généralement l'intimidation pour vous faire « comprendre » leurs règles et que vous acceptiez leur prise de juridiction. Une peur de l'autorité est profondément ancrée en nous : quand un policier dit de faire quelque chose il faut le faire ! (On le montre aussi dans toutes les séries télévisées.) C'est un combat contre notre propre corps, nos émotions et notre conditionnement mental.

Je conseille de commencer par imaginer ce genre de scène et de la répéter mentalement. Vous subirez peut-être des défaites dans la réalité, mais est-ce que pour autant cela signifie qu'il faut se résigner en se justifiant par un constat tel que « de toute façon ils font ce qu'ils veulent » ?

Compléments

La hiérarchie des normes

Un petit rappel sur la hiérarchie des textes juridiques ou des normes.



Tout en haut se trouvent les textes juridiques internationaux, dont font partie la loi maritime, le « Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) » et le « Code de Nuremberg » par exemple. Ensuite on trouve la constitution, les lois nationales (comme le Code Civil français), les décrets, les arrêtés et les circulaires. Encore en dessous on va trouver des textes à portée plus limitée, comme les règlements intérieurs.

Il est évident qu'un texte ne peut pas outrepasser un autre texte de niveau supérieur. C'est une évidence, et pourtant on a pu constater que ce n'était pas toujours respecté dans la pratique. De nombreux décrets ou arrêtés ont été émis pour des raisons dites « sanitaires » qui violent les lois nationales et internationales.

Si un texte de portée inférieure pouvait violer les textes supérieurs, imaginez les conséquences. Un gouvernement pourrait créer les lois qu'il souhaite et les traités internationaux n'auraient absolument aucune utilité. De même, le maire d'un village pourrait lui aussi écrire les lois qu'il voudrait, violant toutes les lois nationales et internationales. Un employeur pourrait produire un règlement qui ne respecte pas le code du travail et les conventions signées. Il pourrait même construire une prison et un échafaud dans son entreprise pour punir les employés qui ne travaillent pas comme il le désire !

Il est donc important de connaître la hiérarchie des textes et que celle-ci soit respectée. Un président qui viole les traités internationaux signés par le pays dont on lui a généreusement délégué la charge via notre personnalité juridique est un dictateur.

<https://www.famidac.fr/?La-hierarchie-des-Lois-decrets-arretes-directives>

L'illégalité des impôts imposés

L'être vivant n'a pas à payer d'impôt : c'est l'avatar ou l'homme de paille qui peut y participer, selon la volonté de son administrateur humain.

L'impôt sur le revenu en France a été créé en 1918, pour rembourser la première guerre mondiale (à l'époque 1 % du salaire).

Rappelons l'article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen :

« LES citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Le conditionnement actuel est tel que n'importe quelle charge supplémentaire sous la forme d'impôt ou de taxe imposée à tous est automatiquement acceptée comme légitime et défendue comme utile ou bénéfique. Le citoyen moderne ne cherche même plus à savoir quelle en est la justification (qui est toujours la même : l'État a besoin d'un peu plus de vos ressources pour nourrir les parasites qui prolifèrent) et ne se préoccupe pas de suivre l'emploi des taxes ou des taxes sur les taxes. De toute manière, c'est rendu impossible.

Pour les impôts, une lettre de réclamation devrait comporter une mention sur la non assimilation de l'être à la fiction juridique :

« Je vous rappelle que je ne suis pas l'homme de paille auquel sont adressés vos messages. »

Un modèle de lettre est avec les informations détaillées de l'illégalité des impôts est fourni en complément dans l'annexe de la réclamation contre une SATD. Voir aussi le

point 12 du document de l'avocat Fortabat Labatut « Il n'y a plus d'impôt légal en France », donné dans les références.

La saisie administrative

La « saisie administrative à tiers détenteur », ou SATD pour les habitués, est l'arme ultime de l'État banquier mafieux. Cet outil permet aux administrations de la République de prendre directement n'importe quelle somme d'argent quand elle le souhaite directement sur vos comptes bancaires. Aucune décision de justice n'est requise. (Cela s'appelait un avis à tiers détenteur ou ATD. C'est devenu une saisie administrative ou SATD, un papier d'une administration, qui n'est pas authentique. C'est un faux!)

Il est théoriquement possible de contester la saisie et d'interdire à la banque tout prélèvement. Mais n'oubliez pas qu'ils changent les règles sans cesse selon les failles, . Tant que le système bancaire . Au fait, pourquoi est-on obligé d'avoir une banque pour vivre dans la société ? Aucune loi ne l'oblige en effet, mais les pratiques l'emportent sur les règles si cela arrange le jeu des maîtres. Essayez d'avoir de l'électricité et un emploi sans compte bancaire. Il y a de fortes chances qu'on vous regardera comme un élément dérangeant.

Un modèle de contestation de saisie est fourni en annexe.

Les conseils pratiques

La liberté de se déplacer

Vous avez le droit de vous déplacer librement, à pieds ou par un quelconque moyen de transport, du moment qu'il n'est pas qualifié de « véhicule » ou d'un autre mot juridique.

L'usage des mots

Soyez inventifs pour ne pas utiliser les mots légaux du système, tels que « véhicule », « citoyen », « monsieur » ou « madame », « habitation » etc.

Si vous êtes un « être vivant spirituel piégé dans un corps humain qui se déplace dans sa valise géante et qui réside dans une unité de stockage temporaire », rien de tout cela ne peut pas être identifié, cela n'est soumis à leurs lois, donc ne peut être ni assuré ni taxé.

Utiliser ses propres mots peut rendre le jeu plus amusant. Ce n'est pas un crime de ne pas « comprendre » leurs mots et qu'ils ne saisissent pas le sens des vôtres. Cela rend impossible pour eux d'établir un contrat, ce qui est votre but.

L'agent n'est légal que dans un lieu public

Un agent ne peut pas mettre une contravention dans un lieu privé ou sur une voie privée. Or les voies de circulation sont toutes privatisées. (Voir document en annexe.)

Nul ne peut entrer chez vous

Les agents sont comme les vampires : ils ne peuvent entrer que si vous les invitez ou autorisez à le faire. Un agent n'a aucune autorité sur l'endroit privé où se trouve l'être vivant. Un agent n'a pas à rentrer chez vous si vous ne le souhaitez pas.

Ils ne s'adressent pas à vous

N'oubliez jamais que leurs courriers ne vous sont pas adressés et que vous n'êtes pas « M. ou Mme. NOM PRÉNOM ». Vous n'avez d'ailleurs aucune obligation à « être appelé » d'une quelconque façon. Si on vous demande de confirmer que vous êtes tel NOM PRÉNOM, répondez que vous n'êtes pas cette « personne juridique », une société privée.

Si on vous demande comment vous-vous appelez, vous pouvez répondre « Je ne m'appelle jamais » ou simplement « Je ne réponds pas aux questions, veuillez me laisser passer. »

Pour les prétendus commissaires de justice (anciennement huissiers), voir le modèle de lettre de plainte pour « extorsion de fonds ou de biens, usurpation de Titres, escroquerie en bande organisée, usurpation de fonctions. »

Vous êtes l'Autorité Suprême

N'oubliez jamais, quand vous écrivez à des agents ou qu'ils sont face à vous, c'est vous l'Autorité Suprême du réel, souverain de votre existence. Vous êtes juge de la véritable Cour Suprême. Vous êtes l'esprit et le vivant, qui est l'autorité absolue sur le réel, sur le fictif et sur l'inerte. Les agents ne sont que des éléments morts d'un système fictif illégal.

Les phrases qui sauvent

Si quelqu'un vous interpelle, comme un agent du pouvoir, rien ne vous oblige en tant qu'être vivant souverain à vous soumettre à ses obligations et à signer un contrat avec lui. **Vous avez le droit naturel d'exister et de vous déplacer librement, sans devoir justifier de votre existence ou de votre identité** (et de celle de votre moyen de transport, quel qu'il soit). Voici des phrases à connaître :

1. « ***Je ne souhaite pas (ou je ne consens pas à) contracter avec vous.*** »
2. « ***Je ne réponds pas aux questions, veuillez me laisser passer.*** »
3. « ***Je ne comprends pas ce que vous me dites*** » (car ils parlent un langage juridique que je ne connais pas)

S'ils vous demandent de vous identifier, vous n'avez pas à répondre. S'ils demandent confirmation d'une identité qu'ils déclarent connaître, répondez :

« Je ne suis pas l'administrateur du nom en lettres majuscules » pour lequel vous agissez, car c'est votre avatar ou homme de paille mort qui est l'administrateur »

ou « Quelle loi invoquez-vous pour m'obliger à vous montrer une pièce d'identité ? »

Éventuellement, vous pouvez demander :

« Suis-je en état d'arrestation ? » (Je n'ai commis aucun délit ou crime.) »

Libérez-vous un peu plus chaque jour

Il vaut mieux faire un pas pour la liberté chaque jour plutôt que de se rebeller contre tout ce qui vous semble injuste d'un seul coup. Il faut parfois remettre au lendemain ce qu'on pourrait faire aujourd'hui. L'essentiel est d'avancer dans le bon sens, de prendre le temps d'analyser ou de ne pas chercher à analyser, de prendre du recul sur une situation qui semble désespérée en cet instant, mais qui pourrait se résoudre d'une façon qu'on ne peut pas encore imaginer.

Parfois, il faudra abdiquer et subir des défaites. C'est sans doute inévitable. Mais ces tentatives n'auront pas été vaines, vous aurez émis l'intention d'être vous-même et manifesté un peu votre réalité.

Prenez le temps. Ce qui compte est d'avancer dans la direction qui est la vôtre. C'est votre véritable nature que vous retrouvez et qu'il faut apprendre à connaître.

Se libérer, c'est retrouver sa véritable nature.

Références et annexes

L'ensemble des références et des annexes, incluant notamment des dossiers d'enquête de centaines de pages et des modèles de lettres dans un format éditable, est proposé (gratuitement) sur le site www.royaumedepa.com.

Dossiers juridiques officiels de l'OPPT : <http://peoplestrust1776.org>
DÉCLARATION DES FAITS : UCC Doc # 2012127914, Nov. 28, 2012
<https://ia600809.us.archive.org/26/items/OPPTUCCFILINGS/A53-2012127914-declarationoffact.pdf>

Lois du commerce, comprendre l'OPPT : <https://comprendre-oppt.blogspot.com/2013/04/06042013.html>

Souveraineté – OPPT : guide et documents :
<https://science-secrets.com/2023/08/21/souverainete-oppt-guide-et-docs/>

La tromperie du code justinien :
<https://latromperieducodejustinien.wordpress.com/>

Modèles de lettres : Souveraineté être humain Aimie (Copy)
<https://workdrive.zohopublic.eu/writer/open/afhyuedc5bcb660a941c49b2948bf257868e9>

The life of Sofia Archives de catégorie : OPPT France
<https://theworldofsofia.ouvaton.org/category/oppt-france/>

Éveil de conscience, OPPT (The One People's Public Trust) : <https://eveil-de-conscience.co/oppt/>

Éveil de conscience, OPPT Pour ne pas payer les impôts : <https://eveil-de-conscience.co/ne-pas-payer-ses-impots/>

Qu'est ce que l'OPPT ? Vérités et mensonges sur l'OPPT.
<https://lumieresurgaia.com/quest-ce-que-loppt-verites-et-mensonges-sur-loppt/>

L'arnaque la plus incroyable dont vous ne savez rien !:

<https://lumièresurgaiia.com/larnaque-la-plus-incroyable-dont-vous-ne-savez-rien/>

Les raisons légales de notre esclavage via l'acte de naissance .pdf

<https://www.fichier-pdf.fr/2019/08/26/les-raisons-legales-de-notre-esclavage-via-lacte-de-naissance/preview/page/1/>

OPPT Doc-Stock, DIRECTIVES POUR LES AVIS DE COURTOISIE :

<https://oppt-doc-stock.blogspot.com/2013/04/directives-pour-lavis-de-courtoisie.html>

Lettres modèles : <https://freddangers.wixsite.com/etre-souverain/lettres-modeles>

L'essentiel de la fraude du NOM :

<https://science-secrets.com/2022/01/29/lessentiel-de-la-fraude-du-nom/>

Qui crée la monnaie ?

<https://abc-economie.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/qui-cree-monnaie.pdf>

Création de ton dossier OPPT : <https://formulaire-oppt.com/depart.php>

Hiérarchie des textes de loi

<https://www.famidac.fr/?La-hierarchie-des-Lois-decrets-arretes-directives>

Pour obtenir des informations et de l'aide, des groupes existent, notamment sur Facebook comme « illégal en France » :

<https://www.facebook.com/groups/illegalenfrance>

Vidéo : faisons sauter les banques

https://www.youtube.com/watch?v=s5twohm_yDY

Vidéo La fraude du nom, un entretien avec David Vincent dans la maison Ananda <https://www.youtube.com/watch?v=CDYhnsYuieQ>

Les preuves légales et ce qu'il faut dire en cas de visite d'huissier :

<https://dissidencetv.fr/01/11/2020/fraude-du-nom-legal/non-consentement/comment-mettre-en-pls-lhuissier-de-justice/>

Michèle Kriticos (sur vk): <https://vk.com/mkriticos>

Christian Être Vivant Respirant créateur
<http://chrethumsou.canalblog.com/>

Déclaration universelle des Droits de l'Homme
<https://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/index.html>

Définition de l'État de droit: <https://www.vie-publique.fr/fiches/274962-quelles-sont-les-caracteristiques-dun-etat-de-droit>

Titre allodial de propriété absolue
<https://placedeshumains.com/index.php/documents/156-titre-foncier-de-propriete-absolue>

12 preuves qu'il n'y a plus rien de légal dans la "RÉPUBLIQUE" (Philippe Fortabat Labatut, avocat - Docteur en droit. Droit pénal, droit des affaires, droit des sociétés) : <https://resistants.fr/wp-content/uploads/2021/11/12-preuves-Labatut.pdf>

Guide de compréhension et d'utilisation de la fraude du nom légal:
<https://crowdbunker.com/v/XCvpnzMH3u>

Liste des annexes (au moment de la parution)

- Dossier de l'enquête de l'OPPT, traduit en français par *Rémy, de France*
- Dossier complet sur le terrorisme d'État en France (2023)
- 12 preuves qu'il n'y a plus rien de légal dans la « RÉPUBLIQUE », de Fortabat Labatut.
- Titre allodial de propriété absolue
- Lettre pour une prétendue dette
- Courrier Type Banque contestation – SATD
- Action avec utilisation de l'OPPT et les modèles de lettres correspondants (avis de courtoisie, facture)
- Informations légales sur l'entreprise privée RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉSIDENTE et ses filiales

- Courrier centre des finances publiques
- Contester une tentative de contravention
- Le Crédit agricole ne peut ni créer de dette ni en donner le recouvrement
- Lettres de dépôt de plainte du Syndicat des Droits de l'Homme pour la Justice (SDHJ) pour des plaintes déjà déposées dans les différents tribunaux de France : (1) contre le conseil constitutionnel, (2) contre les commissaires de Justice (et huissiers), (3) contre la loi 2022-1726, (4) contre le traité France-Ukraine, (5) la nullité de la profession d'avocat et du CAPA, (6) plainte médicale (crime contre l'humanité), (7) contre le traité de Lisbonne.
- Dossier d'information pour les gendarmes, policiers et autres « forces de l'ordre »

